

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal **de** Palestine Dossier

N° 518 du 02.04.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

Abdel Bari Atwan : Netanyahu-Obama : une tempête dans un verre d'eau.

1 Médias et **Manipulation de l'opinion** / Vidéos

1-1 Jean Bricmont : "Le sionisme, conflit idéologique de notre temps ?".

1-2 Vidéo : Question au gouvernement

1-3 Vidéo : 5 mars : Clashes avec l'armée israélienne

1-4 Vidéo : Pour un Palestinien, aujourd'hui à Jérusalem est un enfer !

1-5 Vidéo : interview d'Israéliens.

1-6 Vidéo : La "police des frontières" protège des bulldozers qui déracinent les oliviers.

1-7 Vidéo : Le mur de Bilin.

1-8 Vidéo : Camp de Nahr al-Bared: Checkpoints et plus.

1-9 Vidéo : Mounadil Djazaïri : Les soldats sionistes, la peur au ventre.

1-10 Vidéo : Le 6 mars à Sète comme si vous y étiez !!

1-11 Vidéo : La question palestinienne et le boycott des produits israéliens.

1-12 Vidéo : A Bon Entendeur - Que veut dire "made in Israël"?

1-13 Vidéo : H&M : second magasin à Jérusalem.

2 Les brèves

2-1 [L'intensification de la violence israélienne a le feu vert de Washington](#)

2-3 3ème Intifada: l'armée israélienne a assassiné 4 Palestiniens en

2-4 [Une manifestation étudiante contre la colonisation israélienne dégénère.](#)

2-5 « Moyens de dispersion anti émeute » : [Tsahal ouvre le feu contre des manifestants palestiniens. !!](#)

2-6 [Israël assiège Jérusalem, rejette le gel de la colonisation, et salue l'Autorité.](#)

2-8 S'il voulait mettre le feu, le cabinet Netanyahu ne s'y prendrait pas autrement.

2-9 Coup de froid diplomatique entre Israël et Washington.

2-10 Le dernier épisode des relations entre les USA et Israël est une pantalonnade tragique.

2-11 [Al Zahar met en garde d'un complot visant à sauver l'occupation de sa crise politique.](#)

2-12 [L'Iran, la Turquie et l'Indonésie dénoncent les mesures inhumaines du régime israélien.](#)

2-13 La relation entre Sarkozy et Obama est très saine»

2-14 Israël se livre à une opération de falsification à vaste échelle de passeports occidentaux.

2-15 L'Armée israélienne arrête un cadre militaire du Hamas en Cisjordanie.

3 Dossier

3-1 Le sionisme pour les nuls.

3-2 Israël pointe des têtes nucléaires vers l'Europe.

3-3 Martin Van Karfeld : "Nous serons contraints à détruire l'Europe... le monde"!!

3-4 L'armée de l'air israélienne prévoit les pires scénarios.

3-5 Meir Ben-Hayoun : Des micros à l'Hôtel Mayflower.

3-6 Myriam Abraham : Israël Veut Utiliser Les Rabbins En Europe Pour Sa Propagande...

3-7 Udi Aloni : un groupe d'Israéliens juifs a décidé de rejoindre ces Palestiniens qui ont fait le choix de la lutte non violente pour une justice civique et nationale.

3-8 « Partenariat stratégique global entre Israël et les Etats-Unis ».

3-9 Le Pentagone donne à son tour des signes d'exaspération.

3-10 Colonisation: une pilule difficile à avaler pour les Etats-Unis (?).

3-11 Gilad Atzmon : Angleterre : ils se transforment en serpillières devant les pressions juives.

3-12 L'Egypte : [Toujours aussi capitulard que passif.](#)

3-13 Israël abandonnerait les obus à fléchettes au profit d'obus plus précis...

3-14 La torture des enfants palestiniens sous l'occupation israélienne.

3-15 Rapport : [Des déchets toxiques partout en Cisjordanie !](#)

3-15 David Heap : [Eclairage canadien sur l'histoire du sionisme.](#)

Tiré a part

Abdel Bari Atwan : Netanyahu-Obama : une tempête dans un verre d'eau.

C'est une bonne chose si [la secrétaire d'Etat] Hillary Clinton considère que l'annonce par le gouvernement israélien, - lors de la visite du vice-président américain Joseph Biden à Tel-Aviv - de construire 1600 unités d'habitation dans une de ses colonies au nord de Jérusalem, soit une « insulte » pour les Etats-Unis. Mais c'est une réaction tardive après une longue série d'insultes et d'affronts israéliennes depuis plus de 60 ans, soit depuis la création d'Israël sur des territoires arabes en Palestine.

Fort de l'appui du lobby pro-israélien qui contrôle tous les centres de décision aux Etats-Unis, le profond raciste qu'est Netanyahu méprise le président américain.

Les réprimandes faites par Clinton à Netanyahou dans son appel téléphonique qui a duré plus de 40 minutes, ne signifient rien si des mesures pratiques de rétorsion ne leur succèdent pas sur le terrain, car les politiciens israéliens sont habitués à ce genre d'appels colériques et savent très bien comment ils sont vite oubliés et comment les choses vont revenir à la normale, et encore pire qu'auparavant.

Le Premier ministre Nétanyahou qui prétend toujours mieux comprendre que quiconque les États-Unis et qui parle anglais avec un argot américain, défie le président Barack Obama et n'hésite pas à se moquer de lui et son administration parce qu'il se considère lui-même comme intouchable grâce à l'appui du lobby juif et au contrôle total qu'exerce celui-ci sur les centres de décision aux Etats-Unis.

La reculade honteuse de la présente administration américaine par rapport à son exigence d'un gel total des activités de colonisation dans les territoires occupés, y compris Jérusalem, avant tout retour à la table des négociations, a encouragé Netanyahou et son gouvernement d'extrême-droite à provoquer cette même administration en annonçant la construction d'encore plus de colonies dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Jérusalem.

Après cette gifle de Netanyahu, le président Obama doit en priorité se remettre sur pied lui-même, puis son administration, et enfin, le processus de paix, et faire face à l'arrogance d'Israël en procédant comme il le fait avec l'Iran et en cherchant à ce que le Conseil de sécurité des Nations unies vote une résolution faisant référence à des sanctions économiques.

Lorsque Obama fera dégringoler Israël, ses dirigeants, et ses colons de leur statut actuel au-dessus des lois et normes internationales, et lèvera leur immunité, alors son administration acquerra une grande crédibilité dans les mondes arabe et islamique, et même dans le monde entier.

Nous ne croyons pas que le président Obama - qui a déjà perdu une année entière de son administration en fermant les yeux sur les crimes israéliens dans les territoires occupés et en faisant pression sur la faible partie

palestinienne pour la forcer à revenir à des négociations indirectes vouées d'avance à l'échec - fera plus de reproches que cela à ses alliés israéliens. Son vice-président Biden a dit être un vrai sioniste et a répondu à la provocation de M. Nétanyahou, qui a provoqué l'échec de sa tournée, en soulignant la profondeur des liens israélo-américains et l'engagement sans réserve de Washington à la sécurité israélienne.

Le président Obama est faible face au lobby juif et c'est la même chose pour la plupart des responsables européens. À notre avis, cette fausse faiblesse reflète la dualité dans le respect des normes morales et les doubles standards dans le traitement des questions du monde arabe, lesquels ont ranimé les tensions entre l'Occident et les Arabes et ont conduit à une montée des extrémismes et de la haine.

La faiblesse du monde arabe et l'impuissance de la plupart de ses dirigeants, sinon de la totalité d'entre eux, sont malheureusement un encouragement à ne pas s'opposer au lobby juif pro-israélien et incitent Netanyahu et les extrémistes juifs à poursuivre le vol des terres palestiniennes, à judaïser les lieux saints, à démolir Al-Aqsa et à construire un temple de Salomon sur ses débris.

Abdel Bari Atwan

* Abdel Bari Atwan est palestinien et rédacteur en chef du quotidien al-Quds al-Arabi, grands quotidien en langue arabe édité à Londres.

Abdel Bari Atwan est considéré comme l'un des analystes les plus pertinents de toute la presse arabe.

29/03/2010

Traduction : Info-Palestine.net

Vous pouvez consulter cet article à <http://www.bariatwan.com/index.asp?...>

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Jean Bricmont : "Le sionisme, conflit idéologique de notre temps ?". Écrit par [Jean Bricmont](#) le 4 mars 2010

En Mai 2009, Jean Bricmont était invité par le [CEIMSA](#) pour une conférence à l'université de Nanterre. Le titre de la conférence "Le sionisme, conflit idéologique de notre temps ?".

Après quelques minutes seulement de mise en ligne sur Daylimotion, la conférence était déjà reproduite et diffusée partout sans distinction, parfois tronquée et associée à des forums plus ou moins délicats.

C'est ce qu'on appelle la "diffusion virale".

Elle est parfois même re-titrée, jusqu'au plus effrayant "L'effroyable imposture sioniste expliqué par J. Bricmont".

Pourtant, vu la vitesse de diffusion sur le web, on peut parier que ce premier engouement n'est pas totalement étranger à l'usage du mot "Sionisme".

Alors que faire pour ne pas succomber à la folie irrationnelle du sujet et du web ?

Nous avons regroupé ici l'intégralité des vidéos de la conférence de Jean Bricmont à Nanterre ainsi que des compléments...

... dans lequel l'auteur précise l'usage de certaines expressions qui peuvent choquer certaines personnes. Le sujet étant toujours associé aux interprétations et réactions les plus contradictoires et irrationnelles, nous vous invitons à juger vous même de l'exposé du professeur Bricmont, réputé pour son "rationalisme radical" !

La conférence de Jean Bricmont

En mai 2002 l'émission de la TSR "A bon entendeur" faisait le tour de la question des produits importés d'Israël, de Palestine, du rôle d'AGREXCO et de l'éventualité d'un boycott :

VIDEOS

EN 4 PARTIES les unes en dessous des autres

4 VIDEOS

<http://www.tsr.ch/tsr/index.html?siteSect=500000&bcid=11331#vid=1159953>

<http://www.tsr.ch/tsr/index.html?siteSect=500000&bcid=11331#vid=1159954>

<http://www.tsr.ch/tsr/index.html?siteSect=500000&bcid=11331#vid=1159955>

<http://www.tsr.ch/tsr/index.html?siteSect=500000&bcid=11331#vid=1159958>

1-2 Vidéo : Question au gouvernement

Le 24/03/10: Hervé de Charette pose une question à M. Bernard Kouchner ministre des affaires étrangères et européennes sur la situation à Jérusalem-est.

video : http://www.dailymotion.com/video/xcp5et_quest-au-gouv-h-charette-240310_news?start=45

1-3 Vidéo : 5 mars : Clashes avec l'armée israélienne

<http://www.youtube.com/watch?v=TGsVXXB9TXE>

1-4 Vidéo : Pour un Palestinien, aujourd'hui à Jérusalem est un enfer !

[Un bon film-reportage de France 24](#) sur les réalités du vol des terres et des maisons palestiniennes.

1-5 Vidéo : [interview d'Israéliens](#)

[Le jour où les réfugiés de Jaffa reviennent](#)... interview d'Israéliens réalisée par Zochrot (ss titres anglais)

1-6 Vidéo : La "police des frontières" protège des bulldozers qui déracinent les oliviers.

La "police des frontières" protège des bulldozers qui déracinent les oliviers des Palestiniens près du Mur à Beit Jala, le lendemain les propriétaires palestiniens, avec l'aide de voisins et d'internationaux, replantent ces arbres et reconstruisent un jardin d'enfant passé au bulldozer.

<http://www.youtube.com/watch?v=Uss76bDKimw> (8 min)

et

<http://www.youtube.com/watch?v=GR7TWzMXEUM> (6 minutes)

1-7 Vidéo : Le mur de Bilin.

REPORTAGE DE L'EMISSION " UNE HEURE SUR TERRE" DE RADIO CANADA.

VIDEO

1/3 <http://www.youtube.com/user/BilinPalestine#p/a/5146C4D5983BE369/0/08bMHCjY5go>

2/3 <http://www.youtube.com/user/BilinPalestine#p/a/5146C4D5983BE369/1/A2rN9y30MkY>

3/3

1-8 Vidéo : Camp de Nahr al-Bared: Checkpoints et plus.

Le camp de réfugiés de nahr al-bared ne s'est toujours pas remis de la guerre dévastatrice de 2007, au cours de laquelle il a été détruit.

L'armée libanaise a maintenu le camp et les 20.000 palestiniens déplacés qui y sont revenus à ce jour sous une poigne sévère. le siège de l'armée entrave la reprise économique du camp, parce que l'accès est restreint et que tout le secteur a été déclaré zone militaire. une étude récente montre que la présence et les mesures de l'armée sont considérées comme une difficulté par 98% des commerçants de nahr al-bared. pendant ce temps, l'armée justifie sa présence comme nécessaire au maintien de la sécurité de la population.

Ce film de 30 minutes documente les diverses conséquences du siège sur nahr al-bared. les commerçants et les artisans expliquent leurs problèmes spécifiques et un directeur de projet de l'UNRWA, une coordinatrice de projet de la ligue des femmes arabes palestiniennes, le président du comité des commerçants de nahr al-bared et un chercheur donnent leur opinion sur la question.

3 VIDEOS

Camp de Nahr al-Bared: Checkpoints et plus (1/3)

1

http://www.youtube.com/watch?v=Oym752z_yd4&feature=player_embedded

2

http://www.youtube.com/watch?v=yhts7ueuaL4&feature=player_embedded

3

http://www.youtube.com/watch?v=yJPfA_o9SpA&feature=player_embedded

1-9 Vidéo : Mounadil Djazairi : Les soldats sionistes, la peur au ventre.

Cette vidéo en dit long sur l'état d'esprit des sionistes: ils vivent au jour le jour dans la peur. Pas la peur de l'honnête homme, non. La peur du voleur ou de l'assassin qui n'ignore pas qu'un jour il devra rendre des comptes; ce qui le rend d'autant plus dangereux comme n'importe quel délinquant qui sait que demain il peut se retrouver aux abois.

22 Mars

VIDEO ICI : http://www.youtube.com/watch?v=Y626s7cCf-o&feature=player_embedded

1-10 Vidéo : Le 6 mars à Sète comme si vous y étiez !!

La totalité de la journée en deux parties:

VIDEOS

Partie 1 (marche au départ de Montpellier, début du meeting)

http://www.dailymotion.com/video/xclzwb_sete-6-mars-2010-partie-1_news

Partie 2 (fin du meeting et images de la manifestation vers le port)

http://www.dailymotion.com/video/xclx8e_sete-6-mars-2010-2_news

Les interventions :

videos

Faez Taneeb et Naji Owadah

http://www.dailymotion.com/video/xcm4l3_sete-6-mars-2010-2-invites-palestin_news

Eyal Sivan

http://www.dailymotion.com/video/xcm70l_sete-6-mars-2010-meeting-contre-agr_news

Jean Guy Greilsamer

http://www.dailymotion.com/video/xcm7fn_sete-6-mars-meeting-contre-agrexco_news

Annick Coupé

http://www.dailymotion.com/video/xcm79u_sete-6-mars-meeting-contre-agrexco_news

Nicolas Duntze

http://www.dailymotion.com/video/xcm8bc_sete-6-mars-2010-meeting-contre-agr_news

Nabil Ennasri

http://www.dailymotion.com/video/xcm7zc_sete-6-mars-2010meeting-contre-agre_news

1-11 Vidéo : La question palestinienne et le boycott des produits israéliens.

Cette vidéo de la tv suisse vaut mieux que de nombreux discours

Je vous conseille vivement de la regarder et de la transmettre en cliquant sur le lien ci dessous

Vidéo : <http://www.tsr.ch/tsr/index.html?siteSect=500000&bcid=11331#vid=1159950>

1-12 Video : A Bon Entendeur - Que veut dire "made in Israël"?

Vidéo : <http://www.tsr.ch/tsr/index.html?siteSect=500000&bcid=11331#vid=1159953>

1-13 Video : H&M : second magasin à Jérusalem.

La société suédoise de mode H&M a décidé d'ouvrir un second magasin à Jérusalem, sur les lieux même d'un ancien village palestinien détruit en 1948, Malha, et dont les anciens habitants et leurs descendants sont encore aujourd'hui réfugiés.

Le profit et les droits de l'homme ne font pas toujours bon ménage.

Vidéo en cliquant ici : http://www.michelcollon.info:80/index.php?option=com_content&view=article&id=1523&Itemid=16

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 L'intensification de la violence israélienne a le feu vert de Washington

20/03

Les avions de combat du régime israélien ont pris pour cibles plusieurs zones résidentielles à Ghaza, et ont tué de nombreux habitants palestiniens de cette région.

Les attaques successives de l'armée sioniste contre les régions palestiniennes s'effectuent avec le soutien tous azimuts des autorités américaines, depuis que le président Barack Obama a dit, lors d'une interview avec Fox News, que la Maison Blanche souhaitait développer ses relations avec l'entité sioniste.

Lors de cette interview, Obama a souligné que le développement de la colonisation israélienne à Qods n'aurait aucun impact sur les relations entre Tel-Aviv et Washington.

Or, la violence israélienne suscite depuis des semaines l'indignation des Palestiniens et la protestation de l'opinion publique internationale.

Obama a évoqué l'amitié profonde entre le gouvernement américain et l'entité israélienne, avant de préciser que rien ne pourrait créer une crise dans les relations des deux parties.

Il a ajouté qu'il avait envoyé le vice-président Joe Biden en Palestine occupée pour rassurer les autorités de l'entité sioniste que les Etats-Unis défendraient la sécurité israélienne.

<http://french.irib.ir/index.php/commentaires/32489>

2-2 Jérusalem: heurts entre jeunes Palestiniens et police israélienne.

Des affrontements ont éclaté ce matin entre des centaines de jeunes Palestiniens et les forces de l'ordre israéliennes dans plusieurs quartiers de Jérusalem-est, selon des témoins.

Des jets de pierres et de balles en caoutchouc ont été échangés, mais aucun blessé n'a été rapporté dans l'immédiat.

Le Hamas a appelé à "une journée de colère" pour dénoncer l'inauguration la veille de la synagogue historique de la Hourva, reconstruite dans la Vieille ville de Jérusalem. La police israélienne était déployée pour faire face à tout débordement en cas de manifestations palestiniennes, a indiqué son porte-parole.

"Nous avons déployé quelque 3000 hommes à Jérusalem, surtout dans la Vieille ville, pour préserver l'ordre public en cas de manifestations", a dit le porte-parole de la police.

La police a interdit l'accès de l'esplanade des Mosquées de Jérusalem, troisième lieu saint de l'islam, aux fidèles musulmans âgés de moins de 50 ans, ainsi qu'à tous les visiteurs non musulmans.

16 mars

http://www.romandie.com/infos/ats/display.asp?page=20100316094709610172019048000_brf023.xml&associate=phf2087

2-3 3ème Intifada: l'armée israélienne a assassiné 4 Palestiniens en 24h, Provocations de colons

22 Mars

Des affrontements ont éclaté samedi entre les forces d'occupation et des colons sionistes d'une part et des jeunes palestiniens, dans la ville de Naplouse et d'AlKhalil, en Cisjordanie occupée.

Les colons avaient pris d'assaut les villages de Burin et Erak Burin, au sud de Naplouse, poussant ainsi les Palestiniens à défendre leurs terres et domiciles.

Quatre Palestiniens ont été tués par balles durant ces dernières 24 heures, tous dans la région de Naplouse.

Deux Palestiniens ont été tués par balles, ce dimanche, par l'armée d'occupation israélienne près de Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie occupée.

Samedi, un jeune Palestinien, de 20 ans, atteint par des tirs de soldats de l'occupation israélienne en Cisjordanie a succombé, ce dimanche à l'aube.

Osayed Qadus, était dans un état critique après avoir été atteint par balle, samedi après-midi à Burin, au sud de Naplouse, quand des soldats de l'occupation israélienne ont ouvert le feu contre des manifestants.

Un autre adolescent palestinien, Mohamed Qadous, 17 ans, est également tombé en martyr, samedi.

Qadous a été atteint, par balles, au cœur. Les soldats de l'occupation avaient interdit aux ambulances de le secourir, des jeunes l'ont alors transporté à l'hôpital de Naplouse. Mais, il était trop tard.

Dans la ville sainte d'AlQuds, les colons ont incendié les véhicules des Palestiniens garés devant leurs domiciles. Selon des sources palestiniennes, ces provocations ont eu lieu dans plusieurs quartier d'alquds, dont notamment Ras AlAmoud et Wadi Joz.

Notons que des groupes de colons extrémistes avaient menacé dans des communiqués, publiés la semaine dernière les habitants d'AlQuds s'ils poursuivent leur protestations contre la construction de la dite synagogue de la Hourva près de la Mosquée d'AlAqsa.

<http://www.almanar.com.lb> [http://www.qassam.ps/news-2554-ZOF ...](http://www.qassam.ps/news-2554-ZOF...)

Traduction : Info-Palestine.net

[http://www.qassam.ps/news-2554-ZOF ...](http://www.qassam.ps/news-2554-ZOF...)

Traduction : Info-Palestine.net

2-4 Une manifestation étudiante contre la colonisation israélienne dégénère.

17/03

Une manifestation de protestation organisée par des étudiants au Caire contre la politique de colonisation israélienne a dégénéré en bagarre générale, annonce mercredi le site Masrawi.

Selon des témoins, plusieurs milliers de personnes ont pris part aux échauffourées provoquées par les forces de l'ordre qui essayaient de disperser la manifestation non sanctionnée des étudiants qui protestaient contre la politique israélienne.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=129691&language=fr>

2-5 « Moyens de dispersion anti émeute » : Tsahal ouvre le feu contre des manifestants palestiniens. !!

15/03

L'armée d'occupation israélienne a ouvert le feu contre des étudiants palestiniens de la Cisjordanie occupée en blessant sept, assurent des sources palestiniennes. Démentant la version israélienne laquelle a dit avoir utilisé des « moyens de dispersion anti émeute » contre le rassemblement des étudiants venus de la faculté de Bir Zeit pour « la défense de Jérusalem AlQuds ».

Sachant que l'hôpital de Ramallah, proche de l'université de Bir Zeit, a confirmé avoir accueilli sept blessés, dont certains atteints par balles réelles.

Selon une source au sein des services de sécurité palestiniens, trois étudiants, dont une femme, ont été blessés par des tirs à balle réelle, et quatre par des balles en caoutchouc tirées par des soldats israéliens.

Alors que l'armée israélienne s'est refusé à confirmer qu'elle a utilisé des balles réelles, se contentant d'indiquer qu'elle a blessé quatre Palestiniens, et assurant que 70 Palestiniens avaient jeté des pierres contre des soldats, en blessant un légèrement.

La tension au sein des palestiniens des territoires de 1948 ne cessent de monter au rythme des poursuites de la colonisation à Jérusalem AlQuds occupée, menaçant les sites religieux des Musulmans, dont la Mosquée d'AlAqsa.

Ces derniers temps, elle est montée d'un cran notamment en raison de l'inauguration officielle, lundi en fin d'après-midi, de la synagogue de la Hourva, à proximité de la mosquée, perçue comme une provocation par les

Palestiniens.

Cette inauguration survient dans un contexte déjà tendu, avec le feu vert la semaine dernière du ministère israélien de l'Intérieur à la construction de 1.600 logements dans la partie orientale de Jérusalem, dont l'annexion par Israël n'est pas reconnue par la communauté internationale.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=129335&language=fr>

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=129335&language=fr>

2-6 Israël assiège Jérusalem, rejette le gel de la colonisation, et salue l'Autorité.

18/03

AlQuds est restée pour la septième journée consécutive, assiégée. Ce jeudi aussi, les soldats israéliens se sont déployés dans cette ville et perquisitionné les domiciles des habitants, arrêtant un bon nombre de jeunes palestiniens.

L'accès à l'esplanade des Mosquées reste également interdit aux fidèles musulmans âgés de moins de 50 ans. Mercredi, plusieurs affrontements ont opposé les forces d'occupation à des jeunes palestiniens, protestant contre la profanation israélienne des lieux saints.

Outre la ville sainte d'AlQuds, les affrontements s'étaient étendus dans les territoires occupés en 1948, notamment à Jaffa, et Bir Sabe'.

Des heurts avaient également opposés des étudiants palestiniens aux soldats de l'occupation déployés le long des frontières avec la Cisjordanie, et la bande de Gaza.

Des milliers d'étudiants ont investi les rues de Gaza, en solidarité avec la Mosquée d'AlAqsa et leurs frères dans la ville sainte d'AlQuds. Les manifestants ont appelé à l'intensification des opérations de résistance contre l'occupation.

De son côté, le premier ministre palestinien, Ismail Haniyeh, a appelé à une mobilisation arabo-musulmane pour défendre alquds.

Il a également appelé l'autorité palestinienne à permettre au peuple palestinien d'exprimer sa colère envers les profanations de ses lieux saints.

Notons que plusieurs manifestations de soutien à AlQuds ont également eu lieu au Liban, en Jordanie, au Koweït, en Algérie, en Mauritanie, en Egypte et dans d'autres pays.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=129822&language=fr>

2-8 S'il voulait mettre le feu, le cabinet Netanyahu ne s'y prendrait pas autrement .

Selon la police israélienne, qui avait mobilisé 3000 hommes dans la Ville sainte ce mardi, 60 Palestiniens ont été arrêtés et 14 policiers blessés, dont quatre ont été hospitalisés.

Du côté des services d'urgence du Croissant rouge palestinien, on avance le chiffre de 16 manifestants blessés et hospitalisés. Des dizaines d'autres auraient été soignés sur place.

Malgré ce déploiement de force impressionnant, la situation reste délicate: «Au checkpoint de Kalendia, par exemple, les soldats israéliens sont plutôt habitués à faire face aux manifestants.

A Jérusalem, la situation est beaucoup plus compliquée à gérer. Du côté israélien, on essaye de canaliser les choses, pour éviter d'être débordé et qu'il y ait des morts.»

Julien Salingue s'interroge néanmoins sur les récentes décisions de l'Etat hébreu: «S'il voulait mettre le feu, le cabinet Netanyahu ne s'y prendrait pas autrement. Il enchaîne les provocations: construction de 1600 nouveaux logements, inauguration d'une synagogue dans la Vieille ville de Jérusalem...»

Quant à une éventuelle action de la communauté internationale, le chercheur observe qu'«il ne semble pas y avoir de remise en question de la politique israélienne».

L'envoyé spécial américain George Mitchell a lui reporté d'ici la fin mars sa visite prévue mardi au Proche-Orient.

Ammar Awad

REUTERS/

<http://www.liberation.fr/monde/0101624928-ils-ont-15-ans-et-veulent-en-decoudre-avec-les-soldats-israeliens?xtor=EPR-450206>

2-9 Coup de froid diplomatique entre Israël et Washington.

Israël s'efforçait toujours de formuler une réponse aux demandes américaines d'éclaircissements sur la construction à Jérusalem-Est, alors que le président Barack Obama a démenti une crise entre les deux alliés.

Israël a suscité la colère des États-Unis en annonçant la semaine dernière durant la visite du vice-président Joe Biden la construction de 1.600 logements dans la partie orientale de Jérusalem annexée en 1967.

M. Obama a pressé Israéliens et Palestiniens de «prendre des mesures pour rebâtir la confiance».

Selon les médias israéliens, la secrétaire d'État Hillary Clinton a multiplié les pressions en ce sens sur M. Netanyahu.

Elle aurait notamment exigé qu'il gèle la construction à Jérusalem-Est, où les Palestiniens veulent établir leur future capitale alors qu'Israël considère l'ensemble de la Ville sainte comme sa capitale «indivisible et éternelle». M. Netanyahu se rend dimanche à Washington pour participer au congrès annuel de l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee), le principal lobby juif aux États-Unis.

http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/201003/18/01-4261834-un-ouvrier-tue-par-une-roquette-tiree-depuis-gaza.php?utm_source=bulletinCBP&utm_medium=email&utm_campaign=retention

2-10 Le dernier épisode des relations entre les USA et Israël est une pantalonnade tragique.

Communiqué de l'UJFP

Le dernier épisode des relations entre les USA et Israël est une pantalonnade tragique.

Nétanyahou choisit la visite de Joe Biden pour annoncer une (petite) partie des projets d'annexion de Jérusalem-Est, et, dans un second temps, fait mine de s'excuser du moment choisi pour mieux maintenir la décision. Joe Biden, qui semble avoir comme unique objectif de convaincre Israël de ne pas attaquer l'Iran, se déclare satisfait des excuses pour la faute de goût commise.

La Présidence d'Obama voudrait humilier Mahmoud Abbas et pousser à la désespérance ceux qui avaient cru un temps que le discours du Caire signifiait un tournant réel de la politique étatsunienne qu'elle ne s'y prendrait pas autrement. D'autant que pendant ce temps Gaza vit toujours un blocus assassin. La transparente responsable de l'Union Européenne pour les Affaires Etrangères ébahie par cette décision du gouvernement israélien, n'envisage pas pour autant de proposer au Conseil Européen de se respecter lui-même et de suspendre l'accord d'association avec Israël.

En France, l'hypothèse Kouchner d'une proclamation de l'Etat palestinien sans indication de limites n'a aucun sens : comme l'a dit un editorialiste, il invente l' "Etat sans frontières".

Aujourd'hui, la décence impose d'engager de véritables sanctions contre l'intransigeance israélienne, contre les responsables des crimes de guerre, d'exiger des entreprises françaises et européennes qu'elles se retirent des investissements en Israël sous peine de retrait des commandes publiques (ce que nous demandons au travers de la campagne Boycott Désinvestissement, Sanctions).

C'est ce moment précis que choisit la municipalité Delanoë pour annoncer l'inauguration d'une promenade Ben Gourion à Paris avec Pérès comme invité d'honneur ! Nous voulons croire qu'elle va se rendre compte de la signification politique d'un tel projet : Pérès qui préside aujourd'hui la poursuite de l'annexion par la colonisation, invité à Paris pour rendre hommage à Ben Gourion le père fondateur de cette même politique : l'homme de la Naqba et de l'épuration ethnique de la Palestine : Voilà bien un programme digne de Paris, "Capitale des Lumières" !

L'UJFP s'adresse solennellement au Conseil de Paris pour qu'il renonce à son projet. Elle appelle toutes les organisations démocratiques à exprimer fortement cette exigence, en organisant une mobilisation importante au cas où la municipalité persisterait dans cette provocation.

Bureau national de l'UJFP le 16-03-2010

UJFP, Union Juive Française pour la Paix

21 ter rue Voltaire

75011 Paris

tel. national 06 61 33 48 22

jeudi 18 mars 2010,

<http://www.comite-valmy.org:80/spip.php?article563>

2-11 Al Zahar met en garde d'un complot visant à sauver l'occupation de sa crise politique.

Le membre du bureau politique du Hamas, Dr. Mahmoud Al Zahar a mis en garde contre certains agendas et complots visant à sauver l'occupation israélienne de sa crise politique au niveau international, notamment avec la direction de la maison blanche, suite aux escalades sauvages dans les territoires palestiniens occupés, notamment les extensions coloniales et la profanation des lieux saints, et surtout après l'annonce de l'ouverture de la synagogue de Hourva (la ruine) au sein des esplanades sacrées de la sainte mosquée d'Al Aqsa.

Al Zahar a appelé le sommet arabe prévu, en Lybie, à prendre la question d'Al Qods occupée et sa mosquée sainte d'Al Aqsa comme une priorité, à soutenir la résistance nationale du peuple palestinien et adopter des mesures réelles et efficaces pour sauver les lieux saints dans les territoires palestiniens occupés et appuyer d'une manière tangible les droits légaux du peuple palestinien.

Au cours de sa participation, le dimanche 21/3, au festival de Khan Younès, au sud de la Bande de Gaza, le leader du Hamas a souligné que l'occupation tente de sortir par tous les moyens de sa crise diplomatique, en escaladant ses agressions et crimes contre les palestiniens, tout en soulignant que le Hamas encourage tous les efforts patriotiques pour renforcer la résistance nationale contre les crimes et violations sionistes très flagrants.

Al Zahar a renouvelé le maintien de son mouvement à la réconciliation et la consolidation des efforts stipulant l'arrivée au succès d'un consensus national palestinien selon des agendas patriotiques, en assurant l'attachement du Hamas à ses remarques sur la feuille égyptienne.

"Ban Ki-moon n'a rien annoncé que d'appeler à la levée du blocus, en négligeant de discuter des crimes de l'occupation et n'a pas rendu justice au programme de la résistance", a commenté Al Zahar après la visite de Ban Ki-moon à Gaza, en soulignant que Ban Ki-moon ne pourra rien faire au palestinien, car il représente le veto américain qui domine les Nations Unies et prétend la démocratie alors qu'il n'accepte pas les résultats des élections libres et démocratiques.

En ce qui concerne l'opération d'échange des captifs, Al Zahar a affirmé que si c'est l'occupation qui décide enfin de compte, les négociations seront donc inutiles.

23 mars

2-12 L'Iran, la Turquie et l'Indonésie dénoncent les mesures inhumaines du régime israélien.

Les présidents du parlement iranien, turc et indonésien ont exigé l'arrêt des mesures inhumaines déployées par le régime israélien pour détruire les monuments islamiques en Palestine.

Cette demande s'est faite mercredi lors de conversations téléphoniques entre le président du parlement iranien et ses homologues turc et indonésien.

Evoquant les récentes provocations du régime israélien en Palestine et les destructions opérées contre les monuments islamiques, Ali Larijani a qualifié la judaïsation du saint Qods de mesures dangereuses pour les Etats islamiques tout en les exhortant à agir pour protéger l'identité de cette ville islamique.

«Ces faits sont considérés comme une violation flagrante des droits des musulmans et en contradiction totale avec le droit et règlements internationaux » a souligné le président du parlement iranien.

Ses homologues turcs et indonésiens ont exprimé également leurs inquiétudes après ces dernières provocations du régime israélien et ont invité les pays islamiques à prendre des mesures immédiates pour défendre les droits des Palestiniens.

Les trois présidents des parlements iranien, turc et indonésien se sont engagés à poursuivre leurs consultations et à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour aboutir à une solution tolérable.

«Le rôle des parlements islamiques à cet effet est d'importance primordiale » ont-ils souligné d'une même et seule voix.

18/3

<http://www2.irna.ir/fr/>

2-13 La relation entre Sarkozy et Obama est très saine»

INTERVIEW - Le général Jones a reçu la correspondante du Figaro et trois autres journalistes français et européen dans son bureau de l'aile Ouest à la Maison-Blanche, juste avant la visite du président Sarkozy aux Etats-Unis, qui commence dimanche à New York.

Extrait

Alors que la relation entre les Etats-Unis et Israël traverse une forte période de tension, Barack Obama a justement eu une conversation, destinée à évoquer le dossier avec les trois alliés que vous mentionnez. Y a-t-il des désaccords sur la manière de procéder avec Israël ?

Les quatre dirigeants ont échangé et leurs vues semblent converger pas diverger. Chacun peut avoir son opinion précise sur ce qu'il faut faire et quand, mais le fait qu'il y ait cet échange d'informations et d'opinions a une grande valeur, que l'on parle du Moyen Orient, de l'Iran du Pakistan et ou l'Afghanistan. En bref, la relation entre Sarkozy et Obama est très saine. Le fait qu'ils se sentent bien l'un avec l'autre leur permet d'être directs et clairs. Ils n'essaient pas d'être trop polis. Ils parlent franchement.

Qu'a donné la rencontre avec Nétanyahou ?

Je ne pense pas que le président puisse caractériser cette rencontre comme un succès, ni d'ailleurs comme une absence de succès, mais plutôt comme une discussion très franche sur des questions dont on parle maintenant depuis des semaines. Je pense que nous arrivons peut-être au point où nous pourrions voir le début de ces fameuses conversations indirectes (entre Palestiniens et Israéliens). Il y a encore du travail à faire, mais les choses semblent aller dans une meilleure direction. Il faut juste faire en sorte que ces négociations ne capotent pas rapidement, obtenant des assurances maintenant des deux parties.

25/3

<http://www.lefigaro.fr/international/2010/03/26/01003-20100326ARTFIG00386-la-relation-entre-sarkozy-et-obama-est-tres-saine-.php>

2-14 Israël se livre à une opération de falsification à vaste échelle de passeports occidentaux.

Le chef de la police de Dubaï a accusé, mardi 9 mars, Israël d'organiser une 'falsification à vaste échelle' des passeports de ressortissants occidentaux, affirmant que ses services avaient découvert récemment de nouveaux documents de voyage 'manipulés'. 'Je tire la sonnette d'alarme : Israël se livre à une opération de falsification à vaste échelle de passeports occidentaux. Le monde occidental doit s'opposer à ces pratiques sans précédent menées par un Etat', a déclaré le général Dhahi Khalfan.

Cette annonce intervient au lendemain de l'émission par Interpol de seize nouveaux avis de recherche dans l'affaire de l'assassinat en janvier à Dubaï d'un cadre du mouvement palestinien Hamas, Mahmoud al-Mabhouh, qui porte à vingt-sept le nombre de ces demandes d'arrestation concernant des ressortissants britanniques, australiens, irlandais, français et un Allemand. La police de Dubaï, qui accuse le Mossad, le service de renseignements extérieur israélien, de cet assassinat, avait publié à la fin de février une liste de vingt-six suspects porteurs de vrais-faux passeports occidentaux, les suspects ayant usurpé les identités des détenteurs. Le général Khalfan a indiqué que ses services avaient découvert depuis l'affaire Mabhouh 'des dizaines de passeports qui ont été manipulés' de la même sorte en soumettant les Occidentaux arrivant à Dubaï à des contrôles plus stricts. Il a refusé de préciser la raison de l'arrivée à Dubaï des porteurs de ces passeports, laissant entendre qu'ils pourraient y être venus à des fins d'espionnage. 'Je suis étonné par l'ampleur de ce phénomène, car nous découvrons chaque jour de nouveaux passeports falsifiés', a ajouté le général Khalfan, appelant les autres pays du Golfe à se montrer vigilants.

<http://www.aloufok.net/spip.php?article1547>

9 mars

2-15 L'Armée israélienne arrête un cadre militaire du Hamas en Cisjordanie.

L'armée israélienne a capturé dimanche un cadre militaire du Hamas en Cisjordanie occupée, recherché depuis des années, et le mouvement islamiste palestinien a accusé l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas d'avoir aidé à cette arrestation.

Maher Odeh, 47 ans, l'un des fondateurs de la branche armée du Hamas en Cisjordanie, a été arrêté avant l'aube dans la région de Ramallah, dans le nord du territoire palestinien, a indiqué un porte-parole militaire israélien. Le Hamas, au pouvoir à Gaza, a accusé l'Autorité palestinienne présidée par M. Abbas, chef du mouvement Fatah, qui gouverne seulement la Cisjordanie et dont le quartier général se trouve à Ramallah.

"Son arrestation est le fruit d'une coordination dangereuse en matière de sécurité entre l'Autorité palestinienne et les occupants (israéliens), surtout qu'Odeh était recherché et pourchassé par les deux parties", a dit à l'AFP à Gaza le porte-parole du Hamas Fawzi Barhoum.

Accusant "les sionistes de vouloir réprimer le Hamas et la résistance en Cisjordanie" et de "renforcer le Fatah", il a ajouté que "la coordination sécuritaire" entre l'Autorité palestinienne et Israël constituait "un obstacle majeur aux efforts de réconciliation nationale" entre le Fatah et le Hamas.

14 mars

<http://www.romandie.com/infos/>

3 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Le sionisme pour les nuls.

Plus je réfléchis au conflit israélo-palestinien, plus je constate que très rares sont les gens à avoir une compréhension basique du conflit et qu'encore plus rares sont ceux qui sont capables de le définir ne serait-ce qu'en termes approximatifs.

Ainsi l'on entend dire parfois que tout tournerait autour du « terrorisme » arabe/palestinien, autour des attentats suicides et que le but ultime des terroristes palestiniens serait de « jeter tous les juifs à la mer, morts ou vifs », que leur motivation ne seraient rien d'autre que l'antisémitisme et une haine viscérale des juifs.

Ceux qui entretiennent cette vision considèrent que le conflit tourne essentiellement autour de la survie d'un Etat juif au milieu d'un océan de haine irrationnelle.

C'est ainsi que les sionistes voient la chose, et c'est la vision qu'ils voudraient que le monde retienne. On entend aussi parfois dire que le conflit serait religieux, entre juifs et Arabes et que ce conflit durerait, sans interruption, depuis « des millénaires ».

Tout cela est faux.

Le premier attentat-suicide palestinien s'est produit en 1994, quarante jours après le massacre, par Baruch Goldstein, natif de Brooklyn, de vingt-neuf fidèles en prière à la Mosquée d'Abraham, à Hébron. A l'époque, cela faisait plus de vingt-cinq ans que la Cisjordanie, Jérusalem Est et la bande de Gaza étaient sous occupation, à la suite de la guerre de juin 1967. Ainsi, une génération entière de Palestiniens avait accédé à l'âge adulte sans avoir rien connu d'autre que l'occupation militaire, au moment où le premier attentat-suicide s'est produit.

La phrase « jeter tous les juifs à la mer, morts ou vifs » fut dite pour la première fois par le Premier ministre israélien Ben Gourion devant la Knesset (le parlement israélien) ; c'était en 1961. Ce fut sans doute la première occurrence de cette phrase, prononcée par une personnalité politique éminente, si bien qu'en tout état de cause cette citation a une origine juive, et non une origine arabe. La propagation de cette phrase chargée d'émotion dans l'ensemble du débat israélo-palestinien trouve donc sa source chez le Premier ministre israélien lui-même (voir : « Qui pousse qui, à la mer ? » [Who is Pushing Whom into the Sea ?] :

<http://www.counterpunch.org/martin03112005.html>

L'idée qu'il s'agirait d'un conflit religieux, qui se poursuivrait depuis des milliers d'années, est inexacte. Depuis près de deux mille ans, juifs et Arabes entretenaient des relations harmonieuses et, depuis quatre siècles avant la Première guerre mondiale jusqu'à celle-ci incluse, ils avaient les mêmes droits, en tant que citoyens de l'Empire ottoman. De fait, les juifs occupaient des positions officielles éminentes, dans l'administration dudit Empire.

Tout a changé en 1896, avec la publication de l'ouvrage de Theodore Herzl, L'Etat juif, dans lequel il proposait l'idée de l'inévitabilité, de l'immutabilité, de la permanence et de l'omniprésence de l'antisémitisme, arguant que la seule solution à ce problème était un Etat séparé, pour les juifs.

L'idée hertzlienne de l'inévitabilité de l'antisémitisme a sans doute été auto-réalisatrice, puisque plutôt que de s'opposer à l'antisémitisme, durant la première moitié du vingtième siècle, les sionistes firent cause commune avec Hitler, Eichmann et les nazis, utilisant l'antisémitisme et le nazisme en tant que moyens d'obtenir leur but, la création d'un Etat juif. Les deux mouvements réactionnaires (le nazisme et le sionisme, ndt) avaient en partage l'idée que les juifs qui vivaient en Allemagne représentaient dans ce pays une « race » étrangère et que la séparation raciale devait être pérennisée à tout prix (l'historien Lenny Brenner a écrit trois ouvrages remarquables sur la collaboration siono-nazie). L'utilisation du nazisme par les sionistes prit notamment la forme du blocage de voies de secours pour les juifs vers d'autres pays d'Europe et leur détournement vers la Palestine, même après que les trains de la mort eurent commencé à sillonner l'Europe. L'ascension politique d'Hitler et son accession au pouvoir n'ont jamais fait l'objet d'une quelconque opposition du mouvement sioniste, antérieurement à la création de l'Etat d'Israël.

L'histoire aurait sans doute été bien différente, si la composante sioniste de la communauté juive s'était opposée au nazisme, il n'y aurait sans doute jamais eu d'Holocauste. Et il n'y aurait peut-être pas d'Etat d'Israël (ce que beaucoup de sionistes, à l'époque, avaient parfaitement compris).

Voici ce qu'en dit Lenni Brenner :

... parmi tous les juifs opposants actifs à l'idée de boycotter l'Allemagne nazie, le plus important fut l'Organisation Sioniste Mondiale [World Zionists Organisation – WZO].

Non seulement cette organisation acheta des équipements allemands, elle les revendit et elle alla jusqu'à chercher de nouveaux clients à Hitler et aux industriels qui le finançaient et le soutenaient.

... « La WZO perçut la victoire d'Hitler comme sa filiale allemande, la ZVfD, l'Organisation Sioniste d'Allemagne : elles y virent non pas principalement une défaite pour tous les juifs, mais comme une preuve positive de l'échec de l'assimilation et du libéralisme »

[Brenner, Zionism in the Age of Dictators].

Mais la collaboration des sionistes avec les nazis, ainsi qu'avec les fascistes et Mussolini est une vaste question, à laquelle il faudrait consacrer des dizaines de volumes, que nous ne développerons pas ici.

Bien qu'Herzl eût envisagé de jeter son dévolu sur une région d'Argentine, et même sur une région de l'Ethiopie, la Palestine fut le site sur lequel se dégagait le plus important consensus. A propos des indigènes palestiniens, qui étaient à l'époque environ un million à vivre en Palestine, il avait dit :

« *Nous ferons disparaître la population sans le sous à travers la frontière en lui refusant tout emploi. Le processus de l'expropriation et le déplacement des pauvres doivent être menés à bien avec discrétion et circonspection.* »

C'est ainsi que fut introduit le concept de nettoyage ethnique de la Palestine. Cela ne relève pas de la physique nucléaire, ça n'est pas sorcier : si vous voulez créer un Etat qui soit peuplé exclusivement de juifs européens au beau milieu du Moyen-Orient, vous devez, avant toute chose, vous débarrasser des Arabes.

Herzl créa donc l'Organisation Sioniste Mondiale, dont l'intention était d'établir un Etat sioniste en Palestine et de se muter en proto-gouvernement, d'où émergerait le gouvernement du véritable Etat, sans raccords, une fois créé l'Etat juif.

Le monde semble ne pas comprendre quelle est la véritable intention du programme sioniste. Mais il faut dire que les sionistes eux-mêmes n'étaient pas d'accord entre eux, à ce sujet.

Dans son ouvrage Le Mur de fer, paru en 1923, Vladimir Jabotinsky, fondateur de l'aile « révisionniste » du sionisme, écrivait :

« Il ne saurait être question de réconciliation volontaire avec les Arabes, ni aujourd'hui, ni dans un avenir envisageable. Tous les gens bien intentionnés, à l'exception des aveugles de naissance, ont compris depuis bien longtemps la totale impossibilité de parvenir à un accord volontaire avec les Arabes de Palestine sur la transformation de la Palestine, de pays arabe qu'elle était, en un pays peuplé d'une majorité de juifs.

« Tout peuple voit dans son pays son foyer national, dont il veut être le maître total. Un peuple ne laissera jamais son pays, de son plein gré, à un nouveau maître. Ce sont donc les tenants d'un compromis avec les Arabes, parmi nous, qui sont invités à nous convaincre que les Arabes sont des sortes d'imbéciles qu'il serait possible de duper avec des formulations dissimulant nos objectifs fondamentaux. Je refuse tout de go d'avaliser cette vision avilissante des Arabes palestiniens...

« Les Palestiniens vont se battre comme ils le font tant qu'il leur restera la moindre étincelle d'espoir.... Peu importe les termes dont nous usons pour expliquer notre colonisation. La colonisation a sa signification, intégrale

et inéluctable, que chaque juif et que chaque Arabe connaît fort bien. La colonisation n'a qu'un seul but. C'est dans la nature même des choses. Changer cette nature est quelque chose d'impossible. Il a été nécessaire de poursuivre la colonisation à l'encontre de la volonté des Arabes palestiniens, et les conditions actuelles sont strictement les mêmes.

« Un accord volontaire est inconcevable. Toute colonisation, aussi raisonnable soit-elle, doit continuer, déifiant la volonté de la population indigène. Par conséquent, la colonisation ne peut se poursuivre et se développer qu'à l'abri d'un bouclier protecteur comportant un Mur d'Acier, que la population locale ne pourra jamais franchir. Telle est notre politique arabe. La formuler différemment ne serait que pure hypocrisie.

« Que ce soit au moyen de la Déclaration Balfour ou du Mandat, la force extérieure est nécessaire à l'établissement, dans le pays, des conditions administratives et militaires au moyen desquelles la population locale, quelles que soient ses aspirations (dont nous nous moquons, ndt) sera privée de la possibilité de faire obstacle à notre colonisation, que ce soit administrativement ou physiquement. L'armée doit jouer son rôle – avec force et sans indulgence. En cela, il n'y a aucune différence d'une quelconque importance entre nos militaristes et nos végétariens. Les uns préfèrent un Mur de Fer constitué de baïonnettes juives, et les autres le préfèrent, constitué de baïonnettes britanniques.

« Si vous voulez coloniser une terre déjà habitée par des gens, vous devez lever une armée pour conquérir cette terre...

Sinon ?

Sinon, renoncez à votre colonisation, car, à défaut d'une armée qui rende physiquement impossible toute tentative pour détruire cette colonisation ou en empêcher l'installation, la colonisation est impossible. Le sionisme est une aventure de colonisation : la question de son échec ou de sa réussite tourne toute entière autour de sa force armée. Bien entendu, parler hébreu, c'est important. Mais, malheureusement, il est encore plus important de savoir viser et tirer – sinon, je n'ai rien contre l'idée de jouer à la colonisation...

« Au reproche absurde que ce serait là une position immorale, je réponds que c'est absolument faux. C'est notre éthique. Il n'y en a pas d'autre. Tant qu'existera la moindre étincelle d'espoir, chez les Arabes, de nous en empêcher, ils ne renonceront pas à cet espoir – ils n'y renonceront pas, quoi qu'il en soit, pour de bons mots ni pour quelque bouchée de choix. Parce que ce peuple, le peuple palestinien, ça n'est pas un lapin de garenne : non, c'est un peuple, un peuple vivant. Et personne ne fait des concessions aussi énormes sur des questions aussi cruciales, sauf lorsque tout espoir (pour les Arabes) sera perdu, c'est-à-dire quand nous aurons bouché jusqu'à la moindre faille visible, dans notre Mur d'Acier ».

Les « sionistes révisionnistes » étaient partisans de réviser le mandat britannique sur la Palestine afin d'y inclure la rive orientale du Jourdain (la Transjordanie, ndt), qui constitue aujourd'hui la Jordanie, aussi bien que la Cisjordanie, le Jourdain formant la frontière orientale du territoire sous mandat britannique, à l'époque. Le parti « révisionniste » s'est transformé, au fil des années, en l'actuel parti Likoud, le parti de droite de Menahem Begin, qui voyait en Jabotinsky son parangon et son mentor philosophique. C'est aussi le parti d'Yitzhak Shamir, qui est devenu le chef du parti Révisionniste au moment de la mort de Jabotinsky, ainsi que celui d'Ariel Sharon et de Benjamin Netanyahu.

Ainsi, en 1937, Ben Gourion avait affirmé :

« Le transfert forcé des Arabes des vallées de l'Etat juif futur pourrait nous donner quelque chose que nous n'avons jamais eu, même à l'époque où nous étions solidement établis, aux jours où existaient le premier et le deuxième Temples ».

En 1937 toujours, il écrivait, dans une missive envoyée à son fils :

« Nous devons expulser les Arabes et prendre leur place, et si nous devons recourir à la force armée afin de garantir notre propre droit à nous installer dans ces lieux, alors nous aurons une armée à notre disposition. »

Au début de l'année 1948, le même Ben Gourion écrivait, dans ses carnets de guerre :

« Durant l'assaut, nous devons être prêts à frapper le coup décisif ; c'est-à-dire soit à détruire les villes, soit à en expulser les habitants, afin que notre peuple puisse prendre leur place. »

Et, en février 1948, Ben Gourion disait à Yosef Weitz, directeur de la colonisation du Fonds National Juif et chef du Comité du Transfert de 1948 :

« C'est la guerre qui nous donnera notre terre. Le concept de ce qui est à nous et de ce qui n'est pas à nous est un concept qui relève uniquement d'une situation de paix : nous sommes en guerre, et ces concepts ont perdu toute signification. »

Et en 1940, Josef Weitz, qui était le chef des achats de terres de l'Organisation Juive Mondiale, ainsi que le chef de l'un des multiples « comités de transfert » (visant à étudier les manières d'expulser les Arabes de Palestine) écrivait :

« Entre nous, il doit être clair qu'il n'y a pas de place pour deux peuples vivant ensemble, dans ce pays. Nous n'auront pas atteint notre but s'il y a encore des Arabes ici. Il n'y a aucun autre moyen que de transférer les Arabes vivant ici vers des pays voisins – de les transférer tous ! Aucun village, aucune tribu ne devront être épargnés ».

En 1983, Raphael Eytan, alors chef d'état major des Forces Israéliennes de Défense [Tzahal, ndt] a dit :

« Nous déclarons ouvertement que les Arabes n'ont aucun droit à s'installer sur le moindre centimètre carré de la Terre (sacrée) d'Israël [Eretz Israel]... Apparemment, la force est la seule chose qu'ils comprennent ou comprendront. Nous devons user de la force la plus extrême jusqu'à ce que les Palestiniens viennent ramper devant nous... Quand nous aurons peuplé les terres, la seule chose que les Arabes seront en mesure de faire, c'est de courir partout, comme des cafards saouls enfermés dans une bouteille... »

Quant aux raisons, au juste, pour lesquelles le peuple palestinien n'a aucun droit à vivre sur la terre où ils sont nés et où leurs ancêtres sont nés avant eux, ou pour lesquelles les colons juifs européens, eux, ont ce droit, M. Eytan reste silencieux.

En 2002, Moshe Yaalon, chef d'état-major de l'armée israélienne, a dit :

« *Il faut faire comprendre aux Palestiniens, jusqu'aux tréfonds de leur conscience, qu'ils sont un peuple vaincu.* » Entre l'époque où Israël s'est autoproclamé un Etat, en mai 1948, et l'été 2005, Israël a tué 50 000 Palestiniens, estime l'historien israélien Ilan Pappé. Et depuis octobre 2000, Israël a tué 6 348 Palestiniens, affirme le site ouèbe If Americans Knew [Si les Américains savaient ça...] Ce dernier chiffre correspond à environ 2 Palestiniens tués, chaque jour, par Israël [1,932, selon un calcul personnel]

Une chose est sûre : Israël n'est pas la victime, même s'il ne cesse de couiner, mais bien le bourreau.

Alors, quelle est la cause de ce conflit ? Quel est le thème qui parcourt comme un fil rouge toute l'histoire du sionisme, depuis son origine ?

La destruction du peuple palestinien en tant que peuple et la prise de possession de sa terre ancestrale, voilà ce qui est au programme du sionisme.

Il est des sionistes qui seraient favorables à une solution à deux Etats et à un retrait de la présence militaire israélienne à l'intérieur des frontières de l'Israël pré-1967, tout en autorisant la création d'un mini-état « palestinien » sur les 22 % de la Palestine restants. Mais la réalité, sur le terrain, c'est qu'Israël s'est étendu au-delà du point de ce retrait, avec l'installation de 300 000 colons en Cisjordanie et de 183 000 colons à Jérusalem Est (à la date où cet article est écrit), avec au minimum 200 colonies en Cisjordanie dont certaines sont deux fois plus étendues que Manhattan, avec leurs écoles, leurs universités, leurs centres commerciaux et leurs milliards de dollars d'investissements en infrastructures tant publiques que privées et un système ségrégué de 4502 km d'autoroutes réservées aux seuls juifs, coupant en deux la Cisjordanie, les Palestiniens étant emprisonnés entre ces barrières de béton et d'asphalte, en des bantoustans discontinus.

Mais, quoi que pensent ces sionistes modérés qui prônent le retrait à l'intérieur des frontières de 1967, la dynamique d'Israël, c'est l'expansion, comme cela a toujours été le cas, depuis sa création. Les forces centrifuges qui poussent à cette expansion sont multiples et complexes ; elles sont religieuses, elles sont militaires, elles sont sécuritaires, elles sont dues à une soif de pouvoir pour le pouvoir. Mais elles sont constantes, elles ont derrière elles un élan séculaire, et elles représentent un siècle de sionisme en action.

Le cœur du conflit israélo-palestinien, c'est la volonté de détruire le peuple palestinien et de l'évacuer, et la prise de contrôle totale, par l'Etat juif, de la Palestine jusqu'au Jourdain. L'enjeu est donc de savoir si les Palestiniens finiront par être détruits et éliminés en tant que peuple, avec sa culture et son histoire propres, et un attachement à la terre où il est né, et où ses parents et ses ancêtres ont vécu avant lui.

13 mars 2010 par [Zone-7](#)

(Source : [Axis of Logic](#) –

Traduction : Marcel Charbonnier)

<http://www.newsoftomorrow.org/spip.php?article7588>

3-2 Israël pointe des têtes nucléaires vers l'Europe.

La septième chaîne israélienne a diffusé un entretien exceptionnel avec le professeur Martin Van-Crevel, spécialiste mondial de référence des guerres de basse intensité.

Le professeur émérite de l'Université hébraïque de Jérusalem y a développé publiquement les propos qu'il tient depuis une dizaine d'années dans les cénacles fermés des académies militaires israéliennes et états-uniennes. Selon lui, la continuation sur une longue période de la guérilla palestinienne aboutira inévitablement à l'effondrement de l'Etat d'Israël.

C'est pourquoi, à terme, Tel-Aviv n'a d'autre choix que de « transférer » les arabes Israéliens et les Palestiniens apatrides hors de frontières sûres (c'est-à-dire non seulement hors des frontières de 1948, mais aussi des territoires occupés depuis 1967 et idéalement de Cisjordanie et de la bande de Gaza).

Dans le cas où les Européens s'opposeraient à une telle déportation, Tel-Aviv n'aura d'autre choix pour survivre que de détruire des capitales européennes sous le feu atomique, étant entendu que les Européens ne pourront pas riposter sans tuer leurs amis Palestiniens.

L'auteur de *The Transformation of War* [1] a insisté en soulignant que, d'ores et déjà, des têtes nucléaires israéliennes sont pointées vers Rome et d'autres capitales européennes pour rendre la menace crédible et le « transfert » des Palestiniens possible.

Le professeur Martin Van-Crevel aime à se référer à la devise du général Moshe Dayan, dont il est le biographe officiel : « Israël doit toujours apparaître comme un chien enragé, trop dangereux pour les autres »

[1] Version française : *La Transformation de la guerre* (Editions du Rocher, 1998).

3-3 Martin Van Karfeld : "Nous serons contraints à détruire l'Europe... le monde"!!

Le professeur historien israélien, Martin Van Karfeld, a déclaré qu'« Israël se verra obligé de détruire le continent européen, au cas où il est menacé d'effondrement total...»

Le professeur Karfeld qui est un spécialiste en histoire militaire à l'Université hébraïque de Jérusalem occupée

(al-Qods occupée) a déclaré lors d'une interview rare diffusée sur la 7ème chaîne sioniste, qu'"Israël doit considérer le continent européen comme une cible ennemie, au cas où Israël ressentira l'effondrement définitif ou proche de ses frontières".

Et Karfeld poursuit : « l'entité sioniste possède des centaines de têtes et fusées nucléaires qui dépassent la capitale Italienne, Rome, et les autres capitales européennes qui seront certainement des cibles de l'aviation israélienne si le gouvernement ressentira un effondrement décisif ou proche des frontières d'Israël et nous sommes vraiment capables de détruire le monde entier !

Pour ce qui est du peuple palestinien, Karfeld met en garde contre sa vigilance et sa résistance, se félicitant de la politique discriminatoire adoptée par l'entité sioniste, ainsi que la punition collective et la construction du mur d'apartheid.

Karfeld a d'ailleurs encouragé les autorités israéliennes à détruire plus de maisons palestiniennes afin d'expulser tous les Palestiniens hors d'"Israël" (les territoires palestiniens occupés en 1948), soulignant que l'entité sioniste attend l'instant approprié pour l'exécution décisive de cette stratégie contre les palestiniens.

L'expert et analyste militaire israélien est paru content des massacres de Sabra et Chatila, encourageant les forces occupantes israéliennes à utiliser toutes formes d'agressions et violations contre les Palestiniens, répétant certaines allocutions de Moshé Dayan : "Israël doit toujours se comporter comme un chien enragé, et il faut qu'il apparaisse très dangereux aux autres, et non faible et lésé".

11/03

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=128712&language=fr>

3-4 L'armée de l'air israélienne prévoit les pires scénarios.

Pour la première fois depuis la création de l'entité sioniste, son armée de l'air se trouve contrainte (...) de prévoir les pires scénarios en cas de l'éclatement d'une nouvelle guerre.

Longtemps perçue comme étant sa principale source de supériorité, --- intouchable grâce au soutien américain et occidental inconditionnel, les nouvelles données aux mains des services de renseignement israélien assurent que le Hezbollah et les Syriens se sont déjà procuré des dizaines de milliers de missiles de longue portée et de roquettes, pouvant frapper avec plus de précision le centre et le nord de la Palestine occupée.

Dès lors, conclut la dernière étude effectuée par l'armée de l'air, toutes ses installations et bases situées dans cette région, ainsi que leur entourage, risquent fort de faire l'objet de tirs précis, à un rythme de plusieurs douzaines de missiles d'un seul coup.

Les prévisions israéliennes s'attendent également à ce que les tirs proviennent aussi bien de l'armée syrienne et du Hezbollah, voire même du Hamas et de l'Iran peut-être. Les colonies centrales seraient également visées, en plus des zones de déploiement de la force aérienne.

Sous-estimant leurs dommages, les auteurs de l'étude s'attendent toutefois à ce que les frappes portent surtout atteinte au fonctionnement des bases aériennes. Ils recommandent un entraînement plus intensif du personnel de l'armée de l'air afin de perfectionner sa capacité à agir dans les états d'urgence.

Ce qui nécessite une « véritable révolution psychologique » vu qu'il a dans le passé travaillé dans des conditions relativement confortables, sans se soucier pour ses bases arrière.

Directement après l'avant dernier discours du secrétaire général du Hezbollah Sayed Hassan Nasrallah, lequel s'est engagé à bombarder Tel Aviv au cas où la banlieue-sud était bombardée, la construction de nouveaux aéroports militaires au sud de la Palestine occupée a été envisagée.

Dernièrement, le chef du département de recherches de l'armée israélienne, le général brigadier Youssi Biden a affirmé que Damas a fourni au Hezbollah des armes stratégiques, dont des missiles anti-aériens russes modernes, du modèle GLA 9K338, capable de descendre les drones, les hélicoptères et les F-16. Ces derniers effectuent leurs vols sans être nullement inquiétés.

Durant la guerre de 2006 contre le Liban, seule la force aérienne israélienne avait été hors de la portée de la résistance libanaise. A la grande surprise de tous. Depuis, la résistance s'est engagée à en préparer de nouvelles. Israël tente tant bien que mal de les deviner!!

08/03

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=128179&language=fr>

3-5 Meir Ben-Hayoun : Des micros à l'Hôtel Mayflower.

Ce sont des heures difficiles pour M. Binyamin Netanyahu, des heures dramatiques pour Israël et pour la capitale Jérusalem.

Le Président Obama a haussé le ton lors de son entrevue avec le Premier Ministre par deux fois. Obama exige du Premier Ministre d'annoncer officiellement et publiquement le gel de la construction à Jérusalem Est, y compris dans les quartiers israéliens densément peuplés (Guilo, Armon Hanatsiv, Pigat Zeev, Har Homa, Ramot, Neve Yaacov), ceci jusqu'au terme des négociations avec Mahmoud Abbas. Au rythme où avancent les négociations, cela risque de durer une éternité.

Le résident de la Maison Blanche a ajouté que cet engagement israélien devait aussi inclure des compromis israéliens territoriaux supplémentaires.

Selon les termes de cet ultimatum par deux fois réitérés, dans la mesure où les Israéliens n'obtempèrent pas à ce diktat, la Maison Blanche publiera un communiqué présidentiel condamnant Israël et la construction à Jérusalem, et fera porter la responsabilité de l'échec des négociations sur le gouvernement israélien.

Ce n'est pas tout. Le communiqué présidentiel comportera également pour la première fois le détail des positions américaines quant au règlement du conflit israélo-arabe. Positions à partir desquelles, les dirigeants arabes ne pourront minorer les leurs.

Le Premier Ministre est sorti de son dernier entretien avec Obama sans arriver à un terrain d'entente sur aucun des points abordés. Sur son visage, les signes de tension et de stress étaient visibles.

Actuellement (jeudi 25 mars), il y a concertation à la Maison Blanche sur la teneur du communiqué présidentiel de condamnation d'Israël.

En sortant de la Maison Blanche, M. Netanyahu et ses conseillers sont allés se concerter dans la pièce sécurisée de l'Ambassade d'Israël à Washington et non dans la suite du Premier Ministre à l'Hôtel Mayflower, de crainte que les murs n'y soient truffés de micros.

Cette information provient de notre confrère Matti Ben-Avraham du site Israel Valley. Cela illustre la tension extrême entre les gouvernements de ces deux pays alliés.

De source américaine, on rapporte que c'est probablement la crise la plus grave entre les deux nations depuis 1956. Le Président Dwight Eisenhower avait alors lancé un ultimatum au gouvernement Ben-Gourion de se retirer sans délai du Sināi investi par les forces israéliennes lors de l'Opération « Kadesh ». La crise qui avait éclaté au début des années 90 entre l'administration du Président Bush père et le Premier Ministre Itzhak Shamir concernant les pourparlers avec les pays arabes (Conférence de Madrid) était d'intensité moindre, toujours selon cette même source américaine. Toutefois, le drame avait atteint son paroxysme. Le Secrétaire d'Etat James Baker III était sorti de ses gonds et avait élevé la voix sur M. Itzhak Shamir. Le Premier Ministre contint sa rage un instant puis frappa fortement du poing sur la table et pointa son doigt en direction de James Baker: « M. le Secrétaire d'Etat, je suis le Premier Ministre de l'Etat d'Israël, veuillez ne pas élever la voix sur moi ».

Malgré tout, à Jérusalem, l'atmosphère semble plus détendue. Les médias israéliens qui à leur accoutumée ne manquent aucune occasion de railler sur la politique de M. Netanyahu sont beaucoup plus cléments pour couvrir cette confrontation avec Washington.

La conjoncture de crise avec Obama fait bénéficier le Premier Ministre d'un regain de popularité. Dans l'opinion publique, il jouit du soutien d'une large majorité à poursuivre la construction à Jérusalem – selon un sondage de Maagar Mohot, même auprès d'électeurs de Kadima et du parti travailliste.

Pour la première fois depuis longtemps, ce n'est pas un accueil de protestation qui sera réservé au Premier Ministre lorsque son convoi passera à l'entrée de Jérusalem après avoir atterri à l'aéroport de Lod.

Des étudiants l'y attendront pour le soutenir et l'encourager à ne pas céder à la pression de Washington. Cette initiative provient du mouvement étudiant 'Im Tirtsov' qui s'est rendu célèbre en exposant la contribution d'ONG israéliennes post sionistes financées par le New Israel Fund au rapport Goldstone.

Meir Ben-Hayoun

25/03

<http://www.actu.co.il/2010/03/des-micros-a-lhotel-mayflower/>

3-6 Myriam Abraham : Israël Veut Utiliser Les Rabbins En Europe Pour Sa Propagande...

Pour reconstruire son image en Europe Israël compte sur les rabbins. ...

Et pour faire taire ces détracteurs Israël compte sur les actes de vandalisme qualifiés d' "antisémites" commis contre des synagogues assimilées à des bureaux de propagande sionistes.

D'abord Israël a lancé une grande opération de propagande utilisant ses propres citoyens juifs voyageant à l'étranger comme VRP en leur distribuant pour se faire des » petits livres bleus » contenant le B A BA de la Hasbara sioniste.

Cette initiative a été tournée en dérision dans les médias britanniques et a suscité peu d'enthousiasme chez les Juifs israéliens voyageurs qui préfèrent l'anonymat plutôt que de se faire repérer et traiter de soldats criminels de guerre.

Maintenant Israël, par la voix de son ministre de l'information et des affaires de la Diaspora, Yuli Edelstein, vient de lancer une nouvelle initiative pour appuyer tout l'arsenal d'outils diplomatiques et de réseaux d'agents d'influence pour sa propagande : que les rabbins européens agissent comme des « ambassadeurs » d'Israël.

Edelstein a transmis cette proposition au grand rabbin d'Israël, Yona Metzger, avant qu'il ne rencontre la semaine passée à Jérusalem une importante délégation du Centre Rabbinique d'Europe.

Le Rabbin Metzger a dit au groupe : « nous aimerions que vous appreniez comment répondre à des questions sur l'état d'Israël », faisant spécifiquement référence à ce qu'Israël considère comme de la « désinformation » concernant l'Opération Plomb Durci contre la Bande de Gaza de décembre 2008-Janvier 2009.

Il va sans dire qu'utiliser des rabbins - dont la fonction n'a strictement rien de politique - pour assurer la propagande d'Israël c'est allumer la mèche d'une bombe à retardement qui explosera contre les communautés juives européennes.

Se servir de ces rabbins européens comme porte paroles ou « ambassadeurs » d'Israël, ne peut que renforcer l'image déjà très forte dans l'opinion publique en Europe et ailleurs que les Juifs sont d'une certaine façon liés voire soutiennent inconditionnellement et par conséquent sont responsables de ce que le régime sioniste fait.

Certains rabbins, de leur propre initiative n'écoulant que leur engagement politique qui n'a rien à voir avec leur fonction rabbinique, se croyant investi d'une mission sociétale, de « rabbin dans la cité », prennent déjà sur eux de parler en public au nom de tous les Juifs en faveur d'Israël, usurpant la voix de la majorité des Juifs français pratiquants ou non par exemple, qui pour la plupart font la distinction entre Judaïsme et Sionisme.

Dans un grand nombre de synagogues certains de ces Juifs par religion et pratiquants sont soumis à des séances répétées de « jihad sioniste », d'endoctrinement à la lutte armée colonisatrice qui ne fait pourtant pas l'objet d'une surveillance rapprochée de la part du ministère de l'intérieur et de la barbouzerie sarkoziste au sein de ces lieux de culte.

Succombant à la propagande déjà martelée par des rabbins qui sont allés dans des écoles talmudiques en Israël comme d'autres vont dans des madrassas au Pakistan, certains même finissent par envoyer leurs progénitures en Israël pour y apprendre le maniement des armes les plus sophistiquées et commettre des crimes de guerre. Ces jeunes Juifs ne sont pas arrêtés, jugés pour participation à des actes de terrorisme - d'état il est vrai - et quand ils sont faits prisonniers après avoir passés des mois à bombarder les populations civiles de Gaza avec des obus de mortier à l'Uranium Appauvri, leurs photos s'affichent en grand sur le fronton de certaines mairies comme cela a été le cas de Gilad Shalit.

Mais ce que propose le ministre israélien de l'information et de la diaspora, Yuli Edelstein, c'est ni plus ni moins que de faire sortir des synagogues cette propagande sioniste par la voix des rabbins nouveaux « ambassadeurs » d'Israël auprès de l'opinion publique européenne.

Il semble donc que le Sionisme ne soit jamais à court d'idée lorsqu'il s'agit de réactiver des actes de vandalisme contre des lieux de culte juifs, tant il a besoin de son arme favorite » l'antisémitisme » - qu'il alimente parce que Sionisme et antisémitisme sont intrassequement liés - pour survivre.

Myriam Abraham

Samedi 20 Mars 2010

http://www.planetenonviolence.org/Israel-Veut-Utiliser-Les-Rabbins-En-Europe-Pour-Sa-Propagande_a2145.html

3-7 Udi Aloni : un groupe d'Israéliens juifs a décidé de rejoindre ces Palestiniens qui ont fait le choix de la lutte non violente pour une justice civique et nationale.

Les Israéliens se conduisent comme des fils de riches gâtés.

Le spectre terrifiant de la résistance non violente à l'occupation et au régime d'apartheid plane sur l'Etat d'Israël, et tous les dignitaires de l'Etat ont été mis en ordre de bataille.

Cette résistance non violente opère tant dans les zones tenues sous le contrôle d'Israël par une lutte populaire des deux côtés de la Ligne verte, qu'à travers le monde par une réponse positive israélienne et internationale à l'appel palestinien aux boycotts, aux désinvestissements et aux sanctions contre Israël jusqu'à ce que cesse l'occupation et que soit accordée une égalité totale aux peuples des deux nations sous sa domination.

Dans un acte de solidarité avec le peuple palestinien sous le joug, un groupe d'Israéliens juifs a décidé de rejoindre ces Palestiniens qui ont fait le choix de la lutte non violente pour une justice civique et nationale.

Cet acte a donné à ces Israéliens juifs dotés d'une conscience politique l'occasion en or de participer à une campagne contre leur propre gouvernement sans abandonner pour autant leur propre peuple. En effet, il ouvre la voie à une lutte commune plus large avec le peuple opprimé, à travers une reconstruction de nos valeurs humaines fondamentales, nous aidant à nous débarrasser de cette dichotomie ami/ennemi qui est à la racine du racisme d'Israël et de son anxiété.

Nous devons avoir l'espoir que cette résistance non violente dirigée par une direction palestinienne populaire, évoluera pour devenir un front binational palestino-juif pour une solution politique équitable et égalitariste.

Des organisations de droite et les organismes gouvernementaux ont collaboré de toutes leurs forces pour affronter ce nouvel adversaire qui s'est dressé pour dénoncer le vol raciste, depuis des décennies, du territoire d'un groupe ethnique et son transfert entre les mains d'un autre groupe ethnique.

Ce n'est pas surprenant.

C'est la réaction hystérique venant des cercles soi-disant « gauchistes » qui devrait être considérée comme plus surprenante. Ces « libéraux » préfèrent marcher, honteux et humiliés, aux côtés du trio Netanyahu-Barak-Lieberman, que s'associer avec des Palestiniens avertis.

De leur point de vue, violer le droit d'un Tel-avivien d'entendre dans sa ville Elton John en concert revient - et est peut-être pire encore - à violer le droit d'un agriculteur palestinien à cultiver sa terre.

Ils accusent les « radicaux » de s'opposer au dialogue, alors que le soutien à la lutte non violente et à la campagne de boycott est précisément ce qui a donné une nouvelle vie à la coopération entre des groupes des deux nations.

L'appel lancé aux musiciens rockers de ne pas se produire en Israël, qui a suscité des réactions de colère en Israël, vise à contrecarrer la normalisation avec l'occupation et l'apartheid, une normalisation qui se reflète dans la vie quotidienne insouciant de la ville de Tel-Aviv. (Voir : [Lettre ouverte d'Israéliens au groupe de rock "Les Pixies"](#))

La majorité des Israéliens juifs sont complices de la perpétuation de l'état actuel des choses. Quand des groupes grandissant de personnes de conscience refusent de jouer le jeu qui consiste à construire un château de sable démocratique fictif sur les bords de la Méditerranée, le juif israélien se comporte alors comme un fils de riche gâté, qui préférerait plutôt détruire son proche château que de voir les aborigènes partager son monde et ses rêves.

Aussi longtemps que le colon juif installé sur la terre de Bil'in livrée à son pillage, et que l'entrepreneur de la ville huppée de Tel-Aviv qui se fait une fortune en construisant sur cette terre, seront libres d'aller au concert Pixies, alors que les habitants originaires de Bil'in sont empêchés d'y aller, simplement parce qu'ils sont Arabes - il faudra considérer un tel concert comme un concert d'apartheid.

Ni des artistes réputés accueillis par l'establishment ni le président de la Cour suprême d'Israël ne peuvent effacer cette marque d'infamie sur le visage collectif de la société israélienne. Seuls ces groupes modestes, mais déterminés, d'individus qui ont fait leur la lutte non violente des Palestiniens peuvent y réussir. Et ce jour-là, au lieu de les diffamer en les disant « hors propos », « puritains » et « haineux d'eux-mêmes », il faudra parler d'eux avec la déclaration suivante : jamais un si grand nombre d'hommes n'ont dû autant à un si petit nombre.

Udi Aloni

Mardi 23 Mars

Ha'aretz

Udi Aloni (né le 10 décembre 1959) est un réalisateur, un écrivain et un artiste visuel américano-israélien. Dans toutes ses activités, cours à l'université, conférences, manifestations, Aloni exprime une volonté de justice, de paix, de solidarité et d'amour entre Israël et la Palestine. Le film Pardon (2006), dont la première au Moyen-Orient a eu lieu à Ramallah en Palestine, a récemment déclenché une polémique lorsque l'ambassade d'Israël à Paris a menacé de stopper ses subventions au Festival du film israélien de Paris si le film était présenté en ouverture (Source : Wikipédia)

[Ha'aretz - PACBI](#)

- traduction : JPP

<http://www.info-palestine.net/>

3-8 « Partenariat stratégique global entre Israël et les Etats-Unis ».

Mais quand ils évoquent le « *partenariat stratégique global entre Israël et les Etats-Unis* » (Mme Clinton vient encore de le faire devant l'Aipac), il arrive désormais aux dirigeants américains de suggérer, voire de dire carrément, que les provocations répétées du gouvernement de M. Nétanyahou nuisent à cette stratégie globale. Et fragilisent par conséquent le partenariat. La secrétaire d'Etat américaine ne peut pas ignorer qu'elle aura du mal à être prise au sérieux par nombre de pays quand, ovationnée par une association, l'Aipac, qui a appuyé la répression souvent meurtrière des manifestants palestiniens, elle fustige le fait qu'en juin dernier « *des Iraniens qui protestaient en silence ont été matraqués* ». « *Dans le monde entier, ajoute-t-elle, les gens ont été horrifiés par la vidéo d'une jeune femme tuée en pleine rue.* »

Plus fondamentalement, l'analyse régionale des Etats-Unis ne coïncide pas avec la politique actuelle de la droite et de l'extrême droite israéliennes. « *Il est vrai, a indiqué Mme Clinton, que les mesures de sécurité [israéliennes] ont réduit le nombre d'attentats suicide. [...]*

Au point que certains imaginent que le statu quo peut être perpétué. Mais les dynamiques de la démographie, de l'idéologie et de la technologie rendent cela impossible. D'abord, nul ne peut ignorer les tendances à long terme de la démographie, nées de l'occupation israélienne. Ainsi que le ministre de la défense Barak et d'autres l'ont signalé, l'heure se rapproche où les Israéliens devront choisir entre la préservation de leur démocratie et leur fidélité au rêve initial d'un foyer juif. Compte tenu de cette réalité, la solution impliquant deux Etats constitue le seul chemin viable permettant à Israël de demeurer à la fois une démocratie et un Etat juif. [...] Enfin, nous devons admettre que l'évolution des technologies militaires va compliquer la sécurité d'Israël. Pendant six décennies, les Israéliens ont défendu leurs frontières avec vigilance. Mais les progrès technologiques accomplis en matière de roquettes signifient que les familles israéliennes sont dorénavant menacées à l'intérieur même de ces frontières. »

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=130482&language=fr>

<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2010-03-24-USA-Israel>

3-9 Le Pentagone donne à son tour des signes d'exaspération.

Autant dire que, selon Washington, la politique des faits accomplis de Tel-Aviv radicalise une opposition arabe qui demain disposera des moyens militaires de ses ambitions. Par conséquent, cette « politique de sécurité » nuit ... à la sécurité d'Israël.

Et, autre paradoxe, les Etats-Unis doivent, pour conserver dans la région un crédit dont profite ensuite l'Etat hébreu, prendre leurs distances avec lui. « *Les nouvelles constructions à Jérusalem ou en Cisjordanie, a répété Mme Clinton dans son discours devant l'Aipac, portent atteinte au climat de confiance nécessaire et à la perspective de négociations auxquelles les deux parties [Israël et Palestine] se proclament attachées. Et ces constructions ont pour conséquence de rendre visible le désaccord entre les Etats-Unis et Israël, que d'autres parties dans la région espèrent exploiter. Cela entame la capacité unique dont disposent les Etats-Unis, celle de jouer un rôle essentiel dans le processus de paix. Notre crédit dépend en effet dans une certaine mesure de notre capacité à pouvoir saluer les deux parties lorsqu'elles font montre de courage. Et, quand nous ne sommes pas d'accord, à le faire savoir sans hésiter.* »

Le compliment – empoisonné... – à M. Nétanyahou suit : « *Nous félicitons le premier ministre Nétanyahou d'avoir repris à son compte la vision d'une solution comportant deux Etats, d'avoir décidé la levée de barrages et de faciliter les déplacements en Cisjordanie. Et nous continuons d'attendre qu'Israël prenne des mesures concrètes*

pour transformer cette vision en réalité, afin de créer une dynamique qui ira dans le sens d'une paix globale en respectant les aspirations légitimes des Palestiniens, en arrêtant toute colonisation et en se souciant de la crise humanitaire à Gaza. »

On comprend qu'une phrase de Mme Clinton ait été diversement accueillie par les militants de l'Aipac : « Si vous doutez de la détermination du président Obama, regardez ce que nous venons de réaliser en faisant passer un texte offrant à chacun une couverture médicale financièrement accessible et de qualité. » La « détermination » du président américain ne peut en effet que le conduire à prendre davantage de distances avec les projets de la droite israélienne et du lobby américain qui la soutient.

Pour eux, la situation devient d'autant plus sérieuse que le Pentagone donne à son tour des signes d'exaspération. Le 16 mars, [témoignant](#) (PDF) devant la commission des affaires armées du Sénat, le général David Petraeus, commandant des forces américaines dans une région qui va de l'Égypte au Pakistan (et qui couvre donc à la fois l'Irak et l'Afghanistan), a eu ce propos qui n'est pas passé inaperçu : « La poursuite des hostilités entre Israël et quelques-uns de ses voisins met en cause notre capacité à défendre nos intérêts. [...] Le conflit [au Proche-Orient] alimente un sentiment anti-américain lié à une perception de favoritisme des États-Unis envers Israël. La colère arabe née de la question palestinienne limite la puissance et la profondeur du partenariat américain avec les gouvernements et les peuples de la région, en même temps qu'elle affaiblit la légitimité des régimes arabes modérés. Al-Qaida et les groupes militants tirent parti de cette colère afin de mobiliser de nouveaux appuis. Le conflit au Proche-Orient favorise l'influence de l'Iran dans le monde arabe à travers ses clients le Hezbollah libanais et le Hamas. »

Au moment où M. Nétanyahou voudrait que Washington durcisse le ton contre Téhéran, la déclaration de M. Petraeus est redoutable pour Tel-Aviv. Elle suggère en effet que l'allié stratégique des États-Unis, Israël, complique dorénavant la tâche des militaires américains. Il sera d'autant plus difficile au parti républicain, inconditionnel de M. Nétanyahou, de négliger un tel avertissement qu'il y a quelques mois il pressait M. Obama de suivre sans hésiter les recommandations afghanes du général Petraeus. Ce que fit le président des États-Unis en déployant des milliers de nouveaux soldats dans ce pays. Le général Petraeus vient de suggérer que leur mission était mise en péril par les politiques du gouvernement israélien. Ce n'est pas rien...22/03

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=130482&language=fr>

<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2010-03-24-USA-Israel>

3-10 Colonisation: une pilule difficile à avaler pour les États-Unis (?).

Ndlr :La publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Il y a un an, le président [Barack Obama](#) demandait sans équivoque à Israël l'arrêt des constructions des colonies en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Aujourd'hui, le chef de la Maison Blanche n'a pas beaucoup d'autre choix que d'avalier tout rond un rejet net du plus proche allié des États-Unis au Proche-Orient.

La raison tient à l'importance de l'enjeu. L'administration américaine a investi beaucoup trop de temps, de crédibilité et de capital politique pour jeter l'éponge et abandonner ses efforts destinés à ramener Israël et les Palestiniens sur la voie des pourparlers de paix.

Un conflit ouvert avec Israël est la dernière chose dont Barack Obama ait besoin à l'heure où ses ambitions présidentielles visant notamment à réformer le système de santé sont malmenées sur la scène politique intérieure. La Maison Blanche a cependant manifesté une profonde colère et ne pardonnera ou n'oubliera probablement pas l'attitude d'Israël.

Après une année très difficile dans les relations américano-israéliennes, le vice-président Joe Biden s'est rendu cette semaine en Israël et dans les territoires palestiniens à la fois pour assurer le gouvernement Nétanyahou du large soutien des États-Unis et saluer le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas pour avoir accepté de reprendre des négociations de paix indirectes, sous l'égide de Washington, après 14 mois d'impasse.

M. Biden est le plus haut responsable américain dans la région depuis l'investiture de Barack Obama en janvier 2009. Mais Israël a parasité ce déplacement en annonçant mardi soir, par le biais de son ministère de l'Intérieur, la construction de 1.600 logements à Jérusalem-Est.

Apparemment furieux, le vice-président américain est arrivé très en retard à un dîner avec le Premier ministre Benjamin Nétanyahou le soir même. Puis il a condamné la décision israélienne, l'accusant de saper la confiance à un moment crucial.

L'administration Obama a choisi de signifier son désaccord en employant le terme "condamner", mot le plus fort en langage diplomatique, après une heure et demie de débat entre Joe Biden et ses collaborateurs, le Conseil de sécurité nationale et le Département d'État (Affaires étrangères). Le lendemain, un porte-parole du Département d'État P. J Crowley exprimait sa perplexité. "Nous parlons au gouvernement et tentons de comprendre ce qui s'est passé et pourquoi", expliquait-il, tandis que le ministre israélien de l'Intérieur Eli Yishai se déclarait "désolé" pour l'"embarras" causé à Joe Biden, sans pour autant envisager de renoncer au projet immobilier.

En l'espace d'une année, l'administration Obama a ainsi ravalé ses prétentions. Elle a d'abord franchement demandé l'arrêt de la colonisation israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, puis salué le gouvernement Nétanyahou pour avoir accepté une suspension de dix mois des activités d'implantation, sauf à Jérusalem-Est. Barack Obama est devenu le dernier président américain à se heurter à un mur et à des positions inflexibles qui ont chaque fois bloqué le processus de paix au Proche-Orient.

L'objectif que le chef de la Maison Blanche s'était fixé n'était pas seulement une paix durable après des décennies de guerre et d'antagonisme mais la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie. Pour y parvenir, Israël et les Palestiniens devaient surmonter de profonds différends liés au contrôle du territoire.

Le problème le plus épineux reste cependant Jérusalem. Les Palestiniens exigent que la Cisjordanie et la Bande de Gaza composent leur Etat, avec Jérusalem-Est pour capitale. Mais les Israéliens, qui ont annexé les quartiers Est traditionnellement arabes après les avoir capturés en 1967, considèrent Jérusalem comme la capitale éternelle et indivisible de l'Etat hébreu.

Barack Obama n'avait peut-être pas entrevu, en lançant sa première stratégie, les profondes divisions politiques qu'il aurait à affronter un peu plus d'un an après son entrée en fonctions.

"Il ne peut pas gagner sur Jérusalem tout de suite. Quelle que soit l'humiliation, il doit l'avaloir", observe Aaron David Miller, du Woodrow Wilson International Center for Scholars, qui a officié pendant une vingtaine d'années comme haut conseiller à la politique au Proche-Orient au Département d'Etat

11/3

http://fr.news.yahoo.com/3/20100311/twl-usa-israel-palestiniens-224d7fb_2.html

3-11 Gilad Atzmon : Angleterre : ils se transforment en serpillières devant les pressions juives.

Le Premier britannique Gordon Brown a annoncé aujourd'hui sa détermination à mettre fin au débat sur les mandats d'arrêts à l'encontre de responsables étrangers, tels que Tzipi Livni, Ehud Barak et autres criminels de guerre israéliens qui ont dû annuler des visites programmées à Londres après que de tels mandats eurent été lancés contre eux. Selon les recommandations de Brown, ce serait le Procureur de la Couronne britannique qui serait dorénavant chargé de la responsabilité de poursuivre les crimes de guerre et les autres violations du droit international. Actuellement, ce sont encore les magistrats qui doivent étudier le cas, avant qu'un mandat d'arrêt puisse être émis.

Gilad Atzmon

5 Mars

Un mandat d'arrêt contre Mme Livni avait été lancé par un tribunal britannique en décembre de l'année dernière (2009), à la suite du massacre perpétré par Israël dans la bande de Gaza, voici de cela un an. En conséquence de quoi, elle avait dû renoncer à une visite prévue en Angleterre.

Mr Brown a écrit, dans le quotidien Daily Telegraph : « Comme nous l'avons vu, il existe actuellement un danger indéniable qu'une telle mesure judiciaire soit exploitée par des organisations ou par des individualités politisées qui ne se manifestent qu'afin de faire les manchettes des journaux, car ils savent que leur procès n'a aucune chance réaliste d'aboutir à un succès, c'est-à-dire à une condamnation ».

Le Premier ministre Brown doit expliquer à la nation en quoi le fait d'arrêter des criminels de guerre tels que les Livni, Olmert ou autre Barak serait un « acte motivé politiquement ». Il doit aussi nous expliquer la raison pour laquelle il est convaincu qu'un procès contre Livni n'aurait aucune chance d'être gagné. Pour ce qui concerne le juge Goldstone, le procès contre Israël et ses dirigeants tient d'ores et déjà parfaitement la route.

D'après le quotidien Daily Mail, Colin Powell, ancien secrétaire d'Etat américain et acteur de tout premier plan dans la guerre contre l'Irak, aurait lui aussi, dit-on, fait état de ses inquiétudes au sujet de sa possible arrestation en Grande-Bretagne. Pourtant, personne, dans le monde politique britannique, ne s'est précipité chez l'homme politique américain pour le rassurer ou pour amender les lois britanniques de compétence juridictionnelle universelle tout spécialement à son intention. Manifestement, le lobby pro-israélien est beaucoup plus influent au sein du cabinet britannique qu'aux Etats-Unis. Cela ne devrait pas nous surprendre outre-mesure, sachant que notre secrétaire aux Affaires étrangères David Miliband est couché sur une liste d'auteurs de Hasbara (propagande israélienne).

Brown a reconnu qu'il « y a d'ores et déjà des raisons croissantes de penser que certaines personnes ne sont pas prêtes à venir dans notre pays de peur qu'un tel mandat d'arrêt privé – motivé uniquement par une gesticulation politique – ne soit diligenté à leur encontre ». C'est là, en n'a pas douter, une bonne nouvelle. Des criminels comme Livni ou Barak devraient ne plus jamais oser mettre les pieds dans un avion. En lieu et place, ils devraient rester dans leur ghetto juif et contempler les murs de ségrégation qu'ils ont érigé tout autour d'eux.

Le Premier ministre a indiqué vouloir que la législation plaçant la juridiction des crimes de guerre et des contraventions assimilées sous l'autorité du CPS soit adoptée « aussi rapidement que possible ». C'est là en effet ce à quoi l'on pouvait s'attendre de la part d'un gouvernement aussi lourdement financé par le lobby juif. Une telle initiative permettrait à des procureurs tels que Lord 'feu vert' Goldsmith d'ouvrir toutes grandes les portes de la Grande-Bretagne aux criminels génocidaires israéliens. Mais Brown a sans doute oublié de dire aux Britanniques ce qui peut bien empêcher les magistrats d'adopter les décisions adéquates, en ce qui concerne les criminels de guerre. Regardons la réalité en face : si Brown ne fait pas confiance aux magistrats britanniques, il devrait les laisser prendre leur retraite. Il pourra toujours louer les services de quelques rabbins pour veiller sur le système légal britannique. Si la Grande-Bretagne est effectivement sur le point de renoncer à ses lois de juridiction universelle, il vaudrait mieux la préparer à ce que ce soient quelques experts tribaux qui veillent, dorénavant, à son intégrité éthique.

Brown a par ailleurs déclaré : « Je suis persuadé qu'un amendement portant sur une mise en application plus satisfaisante de la législation existante contribuera à renforcer le prestige de la Grande-Bretagne aux yeux du droit international, de l'opinion publique mondiale et de l'Histoire ».

Je n'ai jamais entendu parler des « yeux » du droit international, ou de ceux de l'« opinion publique mondiale », mais je puis assurer Brown que son initiative est plus que saluée par le Jewish Chronicle et par ses financeurs juifs. Ou avais-je la tête : nous sommes bien en période électorale, non ?

Source : [Blog Gilad Atzmon](#)

Traduction : Marcel Charbonnier

<http://ism-france.org/>

http://www.alterinfo.net/Angleterre-ils-se-transforment-en-serpillieres-devant-les-pressions-juives_a43426.html

3-12 L'Egypte : Toujours aussi capitulard que passif.

Alors que l'opinion publique mondiale demande aux pays de la région de rompre leurs relations avec le régime israélien, le gouvernement égyptien s'est contenté de critiquer verbalement le régime sioniste, pour ainsi camoufler ses relations avec ce régime usurpateur.

L'Egypte a convoqué le chargé d'Affaires d'Israël au Caire pour protester contre les politiques inhumaines de ce régime.

Le gouvernement égyptien s'est contenté d'une simple critique verbale alors que la Communauté mondiale attend de tout un chacun une réaction sérieuse aux actes inhumains du régime sioniste. L'opinion publique mondiale exige des pays tels que l'Egypte, qui entretiennent des relations avec ce régime criminel, d'expulser son ambassadeur et de rompre ses relations avec ce régime. Dans la foulée, la chaîne de télévision CNN, a rapporté, récemment, dans un reportage, que les Egyptiens n'acceptent pas le traité de Camp David, signé à la fin des années 70, entre Israël et l'Egypte. Toujours d'après la même source, toutes les unions et syndicats professionnels égyptiens s'opposent à la normalisation des relations avec Israël. N'oublions pas en passant les manifestations anti-sionistes de ces quelques derniers jours partout en Egypte qui témoignent certes de la répugnance des Egyptiens envers ce régime.

Pourtant, le Caire insiste toujours sur la poursuite de ses relations avec Tel-Aviv, et il est en train de construire, s'inclinant devant la demande des Etats-Unis, un deuxième gazoduc vers Israël alors qu'un grand nombre de régions égyptiennes surtout au nord du pays dont le Sinaï, ne sont pas liés au réseau de gaz.

Pour comble, le gouvernement égyptien vent à un prix très bas le gaz au régime sioniste.

Le Caire insiste sur l'essor des relations avec le régime sioniste et ferme, en même temps, le passage de Rafah, s'alignant pratiquement sur les politiques de ce régime pour le blocus des Palestiniens. L'Egypte ne s'est pas contenté de la fermeture du passage de Rafah, il a décidé de construire un mur d'acier, tout au long de ses frontières avec Gaza, toujours à la demande israélo-américaine, cherchant ainsi à empêcher l'acheminement de toute aide internationale à Gaza, via ses frontières. Les responsables de l'UNRWA ont récemment révélé que l'administration américaine a accepté d'en payer les frais, en outre les pièces seront construites aux Etats-Unis avant d'être transférées en Egypte.

19/03

<http://french.irib.ir/index.php/commentaires/32464>

3-13 Israël abandonnerait les obus à fléchettes au profit d'obus plus précis...

Israël va abandonner, au profit d'obus plus précis, produits localement, les obus de fabrication américaine qui diffusent des milliers de fléchettes mortelles sur une zone étendue, a déclaré le général Agay Yehezkel, commandant du corps des blindés.

Les obus à fléchettes peuvent tuer sur une zone d'environ 300 mètres sur 100 et, tirés dans des zones palestiniennes densément peuplées, ainsi qu'au Liban, ils ont fait des victimes civiles, s'attirant la condamnation de la communauté internationale.

Ces obus ont été utilisés lors de l'offensive israélienne dans la bande de Gaza, il y a 15 mois, et il en reste assez en réserve pour poursuivre entraînement et opérations pendant plusieurs années, mais Israël n'en achètera plus, a dit le général Yehezkel dans une interview à Reuters.

« Il s'agit d'opter pour un obus dont les performances sont meilleures, avec d'évidents gains humanitaires », a-t-il expliqué.

Il a aussi précisé que les défenses antiroquettes Trophy, ajoutées aux nouveaux chars après les pertes subies par le corps des blindés au Liban, en 2006, équiperont d'ici à la fin de l'année une première série de quelques dizaines de chars. Trophy est un système qui se déclenche à l'approche de roquettes et les abat.

Le général Yehezkel a indiqué que les obus à fléchettes seraient remplacés par des obus à sous-munitions APAM fabriqués par Israël Military Industries. Les APAM explosent directement au-dessus de leur cible, avec beaucoup plus de précision que les fléchettes. Ils sont plus efficaces contre des combattants qui s'abritent derrière le relief que les fléchettes, conçues pour contrer une charge d'infanterie. Ils peuvent aussi faire sauter des véhicules blindés légers, a noté le général. « La zone létale est très réduite et ciblée. Personne d'autre n'a ce type d'arme », a-t-il dit.

La Cour suprême israélienne a jugé en 2003 que l'utilisation d'obus à fléchettes devait être limitée à des zones où « il n'y a pas de danger pour des civils innocents ».

Des experts internationaux contestent que des précautions suffisantes soient prises par les forces israéliennes, ainsi qu'elles l'affirment.

Lorsqu'un char israélien a tiré un obus à fléchettes sur un cameraman de Reuters dans la bande de Gaza, en 2008, les fléchettes ont tué non seulement le cameraman, Fadel Chana, mais huit autres civils qui marchaient à quelque distance de là.

16-03

http://www.lorientlejour.com/category/M.O+et+Monde/article/650356/Israel_va_abandonner_les_obus_a_flechette_s.html

3-14 La torture des enfants palestiniens sous l'occupation israélienne.

« Amnesty International avait jadis établi que la torture est la seule forme de violence qu'un État niera toujours sans jamais oser la justifier. Israël a fait mentir Amnesty, c'est le seul pays au monde qui ait légitimé la torture tant du point de vue juridique que rhétorique. » : Eitan Felner, directeur de B'Tselem

Un thème souvent ignoré ou à peine abordé est la torture.

Peut-être cela vient-il du fait que beaucoup ne veulent pas admettre qu'un mot si atroce ait un sens de nos jours ou à notre époque, encore moins qu'il soit une réalité. Peut-être est-ce parce que le sujet est si pénible et réellement répugnant que peu ont les tripes d'écrire à son propos. Bien sûr, il y a aussi le fait que ceux qui commettent des actes de tortures font en sorte de couvrir leurs exactions sous d'ignobles interprétations en vertu du concept de nécessité, de telle façon qu'une plainte ne soit jamais déposée, ou en s'assurant que le bureau des plaignants ignore tout simplement leurs actions illégales. Sinon, tout simplement, on torture si durement la victime qu'elle est ensuite incapable de témoigner, et tant mieux si elle en meurt.

Cependant, ne faites pas erreur, ces pratiques sont largement employées, et les Palestiniens sont depuis longtemps les destinataires bien malgré eux de traitements cruels et inhumains entre les mains des Renseignements Militaires Israéliens et de l'Agence de Sécurité Israélienne (ISA), auparavant les Services de Sécurité Générale (GSS).

En 1999, le nombre de plaintes au sujet de l'utilisation de la torture par Israël contre les Palestiniens a obligé la Haute Cour de Justice israélienne à exclure quatre méthodes de torture, à savoir le droit de « secouer » un homme, de le tenir dans la position du « shabach », de le forcer à s'agenouiller dans la position de la grenouille (« quambaz »), et de le priver de sommeil d'une manière autre que ce qui est inhérent à l'interrogatoire. Beaucoup ont confondu cette décision avec l'abolition de l'usage de la torture en Israël, mais en y regardant de plus près, le Comité Public contre la Torture en Israël révèle que cette décision a laissé des brèches qui font que la torture et les mauvais traitements subis par les Palestiniens peuvent continuer lors des interrogatoires du GSS et des Renseignements Militaires Israéliens.

Les rapports les plus dérangeants sont ceux qui parlent de la torture infligée aux enfants palestiniens âgés entre 13 et 18 ans. DCI/PS [Défense Internationale des Enfants, Section Palestine] rapporte que rien ne s'est amélioré depuis la décision de 1999 — confert les témoignages de tous les enfants palestiniens emprisonnés sur les méthodes de torture, ou autres traitements cruels, inhumains ou dégradants utilisés à leur rencontre —. En fait, de nouvelles formes de tortures ont été développées et sont utilisées beaucoup plus fréquemment, incluant davantage de techniques axées sur la psychologie, tel l'usage de l'isolement, l'utilisation de collaborateurs palestiniens pour arracher des confessions, ou des pressions sur les enfants pour qu'ils coopèrent avec les soldats israéliens. Depuis septembre 2000, la Défense Internationale des Enfants, Section Palestine (DCI/PS) estime qu'environ 700 enfants palestiniens ont été arrêtés par l'armée israélienne [on est en février 2003], plus de 160 restent incarcérés. 95% d'entre eux ont été arrêtés pour avoir lancé des pierres et sont torturés jusqu'à ce qu'ils avouent avoir lancé 150 pierres et dénoncent les autres ayant pris part à de telles activités. Si une confession est arrachée à l'enfant durant un interrogatoire mené par les Renseignements Militaires Israéliens ou l'ISA (Agence de Sécurité Israélienne), il est envoyé au poste de police afin qu'il y fasse la même confession, de façon à ce qu'elle soit reconnue juridiquement.

Il est important de noter que la décision de la Haute Cour de Justice israélienne mentionnée ci-dessus s'applique uniquement aux pratiques de l'ISA ; cependant, des enfants palestiniens furent torturés aussi par les Renseignements Militaires Israéliens et par la police israélienne. Donc, essentiellement, la décision a réussi à réduire avec succès les inquiétudes sans perturber le travail des autres bureaux qui pratiquent la torture. En outre, l'ISA est libre, tout comme les autres bureaux, de développer de nouvelles méthodes de torture, tant la décision est strictement spécifique en ce qui concerne les pratiques interdites, ce qui laisse beaucoup de marge de manoeuvre. Étant donné que le débat est fréquemment étouffé par l'argument de « la bombe à retardement » [1], la question de la torture est continuellement replacée dans le contexte de « la sécurité » d'Israël et de la menace contre son existence, ce qui fait que l'on justifie quasiment toujours l'usage de la torture. De plus, la décision de la Haute Cour de Justice israélienne est dénuée de clause ou même de référence au sujet de l'utilisation de la torture sur les enfants.

L'armée israélienne s'est engagée dans une campagne d'arrestations sans précédent, emprisonnant des milliers de Palestiniens, dont un nombre significatif d'enfants. Le critère pour être incarcéré paraît principalement reposer sur l'âge et le sexe des prisonniers, à savoir être de sexe masculin et âgé de 14 à 60 ans. Les jeunes Palestiniens continuent à souffrir des conséquences de l'occupation, treize enfants de 16 ans ou moins ont été tués durant le seul mois de janvier, ce nombre augmentant de six si l'on inclut ceux qui ont 18 ans ou moins, pour arriver à un total global de 19 morts. Selon des chiffres récents de LAW, le nombre total d'enfants âgés de 17 ans ou moins tués depuis le 28 septembre 2002 s'élève à 451 [Et on est seulement en février 2003 !]. Environ un tiers

des 21 086 blessés sont des enfants. De plus, on estime que 45% des jeunes Palestiniens souffrent de troubles nerveux post-traumatiques.

Le DCI/PS estime qu'au moins 15% des Palestiniens nouvellement détenus sont des enfants. Selon les témoignages répétés provenant de ceux qui sont relâchés, les enfants palestiniens sont traités de la même manière que les adultes, souvent soumis à la torture. Il est important de réaliser que depuis que les autorités israéliennes ne font plus aucune distinction entre les enfants de 16 ans et les adultes, il est difficile d'obtenir le nombre officiel de tous les enfants palestiniens emprisonnés. De plus, le nombre des enfants enfermés en centre de détention militaire en Cisjordanie est inconnu. Enfin, la difficulté de garder la trace de tous ces jeunes détenus est augmentée par l'effet « tambour », car ils sont continuellement arrêtés, relâchés et repris quelques semaines après.

Notez que d'après les lois internationales, la détention d'un enfant peut être employée uniquement comme une mesure de dernier recours et ce pendant la période appropriée la plus courte possible. Néanmoins, il apparaît que la politique israélienne à l'encontre des jeunes Palestiniens est contraire aux normes internationales, avec une détention le plus souvent utilisée comme une mesure de premier recours. L'emprisonnement est la seule sentence appliquée aux enfants. Le DCI/PS note qu'il n'y a aucun cas d'enfant palestinien entre 14 et 17 ans, reconnu coupable d'avoir commis « un crime » par un tribunal militaire israélien, condamné à toute autre peine qu'à une peine de prison. Les deux dernières années montrent qu'au lieu d'adhérer au principe de la « période appropriée la plus courte », la longueur des peines qui leur sont infligées actuellement commence à s'allonger.

Lors des récentes invasions israéliennes, des enfants palestiniens furent arrêtés soit à la suite des fouilles de maison en maison, et rassemblés dans la rue, soit après un appel au mégaphone des soldats israéliens demandant instamment aux hommes d'une certaine catégorie d'âge de sortir de chez eux et de se regrouper dehors.

Les deux types d'arrestations furent effectués par des troupes israéliennes lourdement armées qui, souvent, terrorisent les familles palestiniennes et détruisent leurs biens pendant le processus. Ils bandent les yeux, attachent les mains des personnes qu'ils arrêtent, et les emmènent dans un centre de détention. Les enfants palestiniens sont régulièrement battus pendant le voyage.

Dans certaines zones, des détenus sont dirigés vers des installations provisoires établies dans des écoles palestiniennes ou d'autres emplacements plus grands, puis ils sont transférés dans une installation militaire située dans une colonie israélienne. Les autres sont amenés directement au camp militaire.

Arrivés au camp militaire israélien, les détenus palestiniens sont informés verbalement qu'ils sont détenus selon des décrets d'urgence, datant du temps du Mandat Britannique en Palestine. Le 5 avril 2002, le commandant militaire pour la Cisjordanie a émis un nouvel arrêté militaire (n°1500) qui permet aux soldats israéliens d'arrêter n'importe quel Palestinien de Cisjordanie sans fournir de raison, ni de justification. De plus, l'ordre stipule que ces personnes peuvent être enfermées pendant une période de 18 jours avant que toute procédure légale ne soit engagée. Il s'appuie sur des ordres publiés précédemment, exigeant que les détenus soient présentés devant un juge sous 8 jours. L'arrêté militaire n°1500 est rétroactif, s'appliquant à toutes les personnes interpellées depuis le 29 mars 2002.

Après 18 jours, le détenu palestinien est supposé être amené devant un « tribunal » militaire improvisé (en fait, sous une tente avec pour tout mobilier une chaise et une table), où le juge peut prolonger sa détention, lui donner un ordre de détention administrative, ou le relâcher. Fréquemment, les juges servant dans ces tribunaux en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza manquent de formation et d'expérience ; au lieu de ça, ce sont des officiers militaires de carrière des Renseignements Militaires Israéliens [*Note de do : on s'entend habituellement pour dire qu'il ne faut pas être à la fois juge et partie ; mais, dans les "tribunaux" israéliens dont il est ici question, le juge appartenant aux Renseignements Militaires, il est donc simultanément juge, partie et tortionnaire*]. Ces tribunaux ne répondent pas aux normes en vigueur, mais dépendent plutôt d'un système d'arrêtés militaires israéliens émis par l'autorité militaire. L'arrêté militaire définit la situation comme « une situation de guerre », pourtant les prisonniers palestiniens ne sont pas considérés comme des prisonniers de guerre. Les ordres de détention administrative sont généralement délivrés à partir de « preuves tenues secrètes ». Le prisonnier ne peut avoir connaissance des éléments secrets retenus à son encontre, et n'a pas de représentation juridique. Ceux qui se retrouvent avec un ordre de détention administrative sont transférés à Ansar III, récemment rouvert (Ketziot), une prison faite de tentes dans le désert du Néguev.

La plus grande et la plus frustrante barrière que les avocats palestiniens doivent franchir, est d'essayer d'obtenir des informations sur les prisonniers en centres de détention. Des visites sont autorisées uniquement après 18 jours, mais on exige des avocats qu'ils aient les noms des personnes qu'ils désirent voir. Les autorités en charge de ces centres ne fournissent pas les noms ou le nombre des Palestiniens qu'ils gardent en détention ; de ce fait, les renseignements doivent être trouvés du côté de ceux qui sont relâchés ou des membres de familles (qui ne savent pas où leurs proches sont gardés). Les Palestiniens ne sont pas nécessairement détenus près de leur lieu de résidence ; par exemple, DCI/PS fut informé de deux enfants du camp de Jénine détenus près de Ramallah. Une fois, une liste de noms fut présentée à la personne responsable du centre, mais c'est selon l'humeur qu'ils autorisent l'avocat à visiter ses clients. DCI/PS fut informé d'avocats qui furent obligés d'attendre deux semaines avant qu'on leur donne l'autorisation de rencontrer des détenus.

Durant leur détention ou emprisonnement, les enfants palestiniens sont régulièrement déplacés d'un centre à un autre, afin de leur donner l'impression qu'ils sont seuls et que personne ne peut les aider. Ils passent des périodes prolongées coupés du monde extérieur, du fait qu'on leur refuse la visite de leur famille et même de leur représentant juridique, et quand ils sont autorisés à voir leurs parents, les couvre-feux incessants, les bouclages

et autres restrictions empêchent les membres de leurs familles de parvenir jusqu'aux centres de détention. Chaque enfant palestinien prisonnier est enfermé seul dans une cellule de confinement sale et malodorante de 2 m par 1m50 connue comme « zinzaneh », dont le sol peut être mouillé ou couverts d'excréments humains. La cellule peut soit être presque totalement dépourvue de lumière, soit en être inondée constamment. Si le prisonnier essaye de dormir, un garde vient le ou la réveiller. De plus, les enfants sont souvent privés de nourriture et n'ont pas accès aux toilettes.

Le dossier constitué par le DCI/PS fait état d'enfants palestiniens aux yeux bandés, aux mains attachées, ainsi que de tabassages au cours des interrogatoires. En outre, les méthodes exclues par la Haute Cour de Justice israélienne sont malgré tout utilisées sur des enfants palestiniens qui sont violemment secoués — certains cas graves pouvant entraîner des dommages au cerveau —, qui sont ligotés sur de petites chaises dans des positions inconfortables obligeant le corps à rester recroquevillé durant des périodes étendues, qui sont exposés à des changements de température extrêmes, par exemple en enlevant les vêtements du prisonnier et en l'enfermant dans une petite armoire, après quoi un système de climatisation est activé pour produire une chute brutale de la température. En outre, il y a plusieurs cas documentés où des gardiens de prison ont tenté de violer des enfants palestiniens, et quand ils n'y parviennent pas, les enfants sont placés au milieu d'une population criminelle d'adultes israéliens qui les maltraitent et leur font subir divers sévices sexuels sous l'oeil attentif des gardiens. Les pressions psychologiques et les abus physiques dont sont victimes ces enfants lors de leur incarcération ont évidemment des effets durables et débilissants pour le reste de leur vie.

À leur libération, les enfants palestiniens détenus sont conduits en pleine nuit dans des zones éloignées où ils sont exposés à des situations dangereuses sans moyen de rentrer chez eux. Leur vie est en grand danger quand ils se retrouvent dans des secteurs déclarés sous couvre-feu par l'armée israélienne (C'est-à-dire que les résidents se font tirer dessus quand ils s'aventurent hors de leur maison) ou dans des secteurs peuplés de colons israéliens (qui ont un lourd passé bien documenté de violence contre les civils palestiniens).

La torture n'est pas réservée à ceux qui sont détenus ; en effet, en plusieurs occasions, les forces israéliennes ont fait subir aux civils palestiniens des traitements inqualifiables. Mi-octobre, The Guardian rapporta une affaire où un commandant israélien, le Lieutenant Colonel Geva Saguy, ordonnant à un garçon palestinien de se mettre nu, de tenir un papier enflammé sous ses testicules, l'a menacé de lui enfoncer une bouteille dans l'anus, l'a battu et terrifié en lui disant qu'il allait lui tirer dessus. Bizarrement, le tribunal militaire l'a relevé de son poste ; pourtant, la cour militaire justifie la plupart des cas de torture, et les tortionnaires agissent en toute impunité. Selon le Washington Post, les forces israéliennes ont aussi adopté récemment une pratique appelée « la loterie », où tout Palestinien pris en train de violer le couvre-feu est obligé(e) de choisir parmi des bouts de papier pliés, où sont écrites diverses punitions telles que « jambe cassée », « main fracassée », « tête fracassée », et les soldats administrent alors la punition sélectionnée. On pense que cette pratique est liée à la mort récente d'Amran Abu Hamediye (18 ans), que des témoins palestiniens ont vu être sévèrement molesté au niveau de la tête.

La description ci-dessus de la vie des enfants palestiniens prisonniers n'est rien moins que terrifiante. Il est essentiel de bien se rendre compte que le but des tortionnaires est d'augmenter la vulnérabilité des enfants à un point tel qu'ils en soient émotionnellement brisés. La perte forcée de l'enfance et de l'innocence est déjà en soi un crime, cependant les sévices les plus invraisemblables perpétrés par le GSS et l'armée sont infiniment pires. La plupart d'entre nous aimeraient croire que les tortionnaires israéliens et les responsables de tels actes ne sont pas des êtres humains. Pourtant, bien que de tels individus soient sadiques, ils sont néanmoins des êtres humains, et ceci révèle le mal absolu de notre société. Ils sont de la même espèce que nous, et nous devons exposer leurs atrocités pour rendre justice aux victimes, au lieu de nous contenter de continuer à vivre confortablement en nous disant que de telles personnes doivent être anormales et en refusant de voir à quelle fréquence la torture continue d'être administrée.

Sources :

[B'Tselem](#)

[Defence for Children International](#)

[The Guardian](#)

[LAW](#)

[The Palestine Monitor](#)

[The Public Committee against Torture in Israel](#)

[The Washington Post](#)

[The World Organization against Torture](#)

[Traduit initialement de l'anglais par Eric Colonna, The Torture of Palestinian Children Under Israeli Occupation](#)

[Note du traducteur \[1\] :](#) Dans le rapport de la commission d'enquête officielle présidée par le juge Moshe Landau en 1987, l'argument de la « bombe à retardement » justifie le recours à la véritable torture afin de découvrir une bombe sur le point d'exploser dans un bâtiment rempli de monde.

MIFTAH est une institution palestinienne indépendante, fondée en janvier 1999 et basée à Jérusalem, qui a pour objectif l'intégration de plusieurs démarches : la construction et la prise de pouvoir d'une nation palestinienne fondée sur les principes de la démocratie, du respect des droits humains, d'un gouvernement représentatif ; la réconciliation et la coopération avec les autres nations.

22 février

[English original here :](http://www.miftah.org/Display.cfm?DocId=1797&CategoryId=21)

<http://mai68.org/ag/1048.htm>

<http://cronstadt.org/ag/1048.htm>

<http://kalachnikov.org/ag/1048.htm>

<http://www.chez.com/vlr/ag/1048.htm>

Traduction initiale : http://www.hns-info.net/article.php3?id_article=2563

Source/auteur : MIFTAH : <http://www.miftah.org>

<http://mai68.org:80/ag/1048.htm>

3-15 Rapport : Des déchets toxiques partout en Cisjordanie !

Dans les villages de la Cisjordanie, la vie des Palestiniens ressemble à une vie quasi-primaire, à cause de l'occupation israélienne, dit un rapport écrit par la journaliste allemande Sara Limel. Elle parle de cette pollution qui frappe l'environnement, une pollution causée par les poubelles qui s'entassent autour des villages de la Cisjordanie. Ces déchets constituent un danger pour l'environnement et pour la santé publique.

Le rapport parle de quelques élèves palestiniennes, âgées seulement de douze ans. En utilisant d'anciens journaux, elles fabriquent avec habileté des chaînes de toutes les couleurs.

Nadiya Aouad est la responsable régional du projet destiné à éliminer le danger des déchets. Elle dit que l'idée consiste à apprendre aux filles comment recycler les déchets. En effet, se débarrasser de déchets de la Cisjordanie devient une grande affaire. Des dizaines de tas gigantesques se répandent partout, un véritable danger pour la santé publique.

Les fillettes trouvent ce travail amusant. Elles se trouvent heureuses de voir des gens visiter leur classe. Et sur la table de la directrice, un livret en couleurs leur explique en arabe la meilleure façon de se débarrasser de la poubelle.

Dans les années à venir, dit le rapport, les Allemands vont aider à bâtir une entreprise aux alentours du village de Ramoun. Elle coûtera vers les dix millions d'euros, subventionnés par la banque allemande du développement.

L'ingénieur allemand Frederic Zonderhoof est responsable du bureau allemand de développement économique. L'établissement d'enfouissement de déchets remplacera ces lieux publics utilisés par tout un chacun. Quelque quatre-vingts de ces lieux se trouvent autour de la seule ville de Ramallah.

Le projet se terminera en printemps 2012, un retard causé par les innombrables problèmes administratifs.

Dans ces tas de poubelles, il y a des déchets toxiques qui pourront atteindre l'eau souterraine, source d'eau potable des Palestiniens.

Le devoir d'effectuer une coordination avec les occupants israéliens et l'autorité palestinienne de Ramallah ne fait que mettre des bâtons dans les roues du projet, dit l'ingénieur allemand.

Les camions-poubelles se trouvent obligés de prendre des chemins détournés pour atteindre les déchetteries. Ils ne sont pas autorisés à prendre les rues des colonies. Et les barrages militaires israéliens ne sont pas là pour arranger les choses.

En plus des déchets, la Cisjordanie souffre d'un autre danger, celui des réseaux d'égouts. Seulement 20% des maisons palestiniennes sont liées à un réseau d'évacuation, a dit l'organisation juridique israélienne B'Tselem.

Les autres 80% des maisons palestiniennes jettent leurs eaux sales dans des puits, une bonne façon pour polluer l'eau souterraine. L'organisation souligne que 95% des eaux usées ne sont pas traitées, bien qu'elles contiennent des éléments toxiques très mauvais pour la santé.

Le Centre Palestinien d'Information

17/3

Source : CPI

<http://www.palestine-info.cc/...>

3-15 David Heap : Eclairage canadien sur l'histoire du sionisme.

Yves Engler est un journaliste et essayiste Canadien qui publie ses articles dans la presse "alternative" mais aussi dans la grande presse canadienne comme le Toronto Star ou l'Ottawa Citizen.

Cette fois, c'est un journal qui parle de lui ou, plus précisément de son dernier livre qui traite de l'alliance fort ancienne entre le Canada et le sionisme.

Mieux, Yves Engler soutient, documents à l'appui, que l'idée de créer un Etat juif en Palestine a d'abord été celle de fondamentalistes Chrétiens.

Il est particulièrement intéressant d'apprendre que l'année même où Théodore Herzl publiait son livre l'Etat juif, un Chrétien restauracionniste du nom d'Henry Wentworth Monk écrivait à Balfour pour lui faire part de sa lumineuse idée d'un "Dominion" juif en Palestine.

Oui, le même Balfour qui rédigea plus tard la fameuse déclaration adressée au baron Lionel Walter Rothschild.

[Le Canada accusé de parti pris pro-israélien](#)

compte rendu de lecture

par David Heap, pour l'agence QMI

London Free Press (Canada) 6 mars 2010 traduit de l'anglais par Djazaïri

Le nouveau livre d'Yves Engler soulève des questions importantes au centre des débats dans ce pays et à propos desquelles nous avons tous besoin d'être mieux informés.

Le titre réfère aux conditions imposées par Israël aux les Palestiniens, dont certains disent s'assimilent au crime d'apartheid, tel que défini par la Convention internationale sur la répression et la sanction du crime d'apartheid.

A l'évidence, tout le monde n'est pas d'accord avec cette interprétation et il s'agit d'un point qui peut donner lieu à un débat salubre. Pour Engler, l'histoire du soutien canadien à la formation de l'Etat d'Israël commence par l'observation que les "racines du sionisme

sont chrétiennes, pas juives."

Il montre en détail que longtemps avant la popularisation par Herzl du sionisme chez les Juifs Européens, diverses organisations chrétiennes promouvaient une interprétation littérale de la Bible selon laquelle il devrait y avoir un foyer national juif dans la partie de l'Empire Ottoman connue sous le nom de Palestine.

Des Chrétiens restaurationnistes comme l'homme d'affaires Canadien Henry Wentworth Monk collectaient de l'argent dans les années 1870 et 1880 pour l'établissement d'un "Dominion d'Israël."

En 1896, Monk parla de son idée dans une lettre à A.J. Balfour, qui devint plus tard ministre des affaires étrangères de Grande Bretagne et publia la déclaration Balfour promettant un soutien britannique à la création d'un Etat juif en Palestine.

Ainsi, avant même le début du mouvement politique juif moderne pour la colonisation de la Palestine, le soutien occidental à l'idée d'un Etat juif était étroitement mêlé avec le fondamentalisme chrétien et une vision géopolitique d'Israël comme avant-poste utile au pouvoir impérial.

Engler montre que l'alignement à l'international du Canada a glissé de Westminster à Washington, le soutien à Israël restant une constante.

Ce soutien est souvent allé de pair avec une hostilité envers les Juifs au Canada. Des politiciens antisémites comme E.C. Manning et Mackenzie King soutenaient la création d'Israël en partie comme moyen de réduire l'immigration juive au Canada.

Engler documente aussi l'apport significatif de Canadiens au plan de partition de l'ONU qui donnait la majorité de la Palestine historique à Israël en 1948. Parmi ces acteurs clés, figuraient le sous secrétaire d'Etat aux affaires étrangères Lester Pearson et Ivan Rand, qui sera plus tard premier doyen de la faculté de droit de Western Ontario.

Le Canada avait évité de condamner le nettoyage ethnique lorsqu'une grande partie de la population palestinienne avait été forcée à l'exil et ses maisons expropriées, et le soutien du Canada à Israël a continué, à quelques exceptions près, jusqu'à ce jour.

Engler passe en revue des dizaines d'années de soutien exclusif à Israël par le Canada dans des secteurs qui vont du renseignement militaire au statut caritatif accordé à des organisations qui contribuent au financement de colonies illégales en Cisjordanie grâce à des donations déductibles des impôts au Canada.

Le livre soutient que le Canada a été "le pays au monde le plus pro-Israélien."

Engler termine par l'examen du mouvement pour réorienter les relations internationales du pays vers "une politique indépendante d'esprit fondée sur la justice sociale."

Le style d'Engler est clair et direct. Il écrit avec passion et une documentation soignée.

En apprendre sur l'histoire de la contribution de notre pays à la situation dans cette région nous donne la responsabilité de chercher des solutions justes et durables. Les Canadiens qui s'intéressent à notre politique au Moyen orient feraient bien de prêter une grande attention à son message, quelles que puissent être leurs points de vue sur la région.

David Heap

David Heap est professeur associé à l'université de Western Ontario.

Canada and Israel: Building Apartheid, By Yves Engler, Fernwood Books

<http://mounadil.blogspot.com/>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19